

LA GRACE DE FUJIMORI : SYMPTOME DE LA PLUS GRAVE CRISE PERUVIENNE DEPUIS 2000



Mariella Villasante Cervello

Instituto de democracia y derechos humanos de la PUCP, Lima
Sites MSH et academia.edu

Janvier 2018

Le Pérou traverse actuellement la plus grave crise politique depuis la chute du régime du dictateur **Alberto Fujimori**, qui fuit au Japon, pays de ses parents, puis démissionna de la présidence en novembre 2000 en envoyant un fax. Depuis juillet 2016, on savait pertinemment que les groupes fujimoristes du pays avaient acquis une place très importante sur la scène nationale, mais on n'avait pas encore entrevu l'étendue des dommages qu'ils pouvaient susciter dans la vie politique et sociale du pays. Parallèlement, depuis décembre 2016, le scandale de la méga corruption organisée par l'entreprise brésilienne **Odebrecht**, qui fait partie de l'affaire **Lava Jato** [lavage exprès] avait été divulgué à partir des États-Unis, mais on n'avait pas non plus un aperçu global des implications pour la classe politique péruvienne depuis 1978 et surtout depuis 2001.

En août 2017, j'avais¹ que « le **président Kuczynski** avait terminé sa première année de mandat avec un bilan très décevant, même si cela était prévisible compte tenu de son étroite marge de manœuvre politique. En effet, son gouvernement a été constamment dans l'impasse car son succès électoral a été diminué par la force politique que représente le parti « *Fuerza popular* » dirigé par Keiko Fujimori, fille du dictateur **Alberto Fujimori**, qui a failli gagner la présidence du Pérou (elle a obtenu 49% des voix contre 51% pour Kuczynski). »

Depuis le mois d'août, le parlement à majorité fujimoriste (71 congressistes sur un total de 130), a manœuvré pour exiger la démission de cinq ministres et tente encore aujourd'hui de changer les membres du Tribunal Constitutionnel pour faire main basse sur le système de justice du Pérou.

Mais ce sont les déclarations de **Marcelo Odebrecht**, en décembre 2016, laissant comprendre que le président **Pedro Pablo Kuczynski** avait reçu de l'argent de son entreprise brésilienne [comme les présidents **Alejandro Toledo**, **Alan García** et **Ollanta Humala**], qui ont déclenché une procédure « de vacance présidentielle » au Congrès qui a failli lui coûter son poste. On sait aujourd'hui que pour empêcher sa destitution « pour cause d'incapacité morale permanente », selon les termes de la Constitution péruvienne, le président Kuczynski a passé un accord politique cynique avec **Kenji Fujimori**, chef de file de la faction dissidente du parti fujimoriste « *Fuerza Popular* ». Deux jours plus tard, Kuczynski annonçait ainsi la « grâce présidentielle du dictateur Alberto Fujimori pour des « raisons humanitaires » ». Cette « grâce présidentielle » est non seulement immorale, mais totalement illégale selon les termes de la *Carta democrática* de l'Organisation des États américains (OEA). Des procédures judiciaires ont été lancées pour exiger l'annulation de cette grâce en faveur d'un prisonnier coupable de crimes contre l'humanité, des crimes non-prescriptibles, devant la Cour Interaméricaine des Droits Humains (CIDH).

L'ARRIERE-PLAN DE LA CRISE POLITIQUE PERUVIENNE : NI OUBLI NI RECONCILIATION SANS JUSTICE

En réalité, la crise actuelle est le résultat final de près de 18 ans d'erreurs constantes des gouvernements qui ont suivi la période de transition vers la démocratie entamée en novembre 2000, sous la direction du président du Congrès **Valentín Paniagua** et de personnalités politiques inattaquables. Ni **Alejandro Toledo**, ni **Alan García**, ni **Ollanta Humala**, et encore moins **Pedro Pablo Kuczynski**, n'ont été capables d'adopter les recommandations du Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation (CVR, août 2003) pour restructurer l'État, et pour l'assainir après dix ans de dictature fujimoriste et de corruption généralisée, au plus haut niveau de l'État, des forces armées et de la police².

¹ Voir [Villasante, 2017a, Pérou : Bref bilan de la première année de gouvernement du président Kuczynski et emprisonnement de l'ancien président Humala et de son épouse pour corruption \(11 Août 2017\) <http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article900>](#) Voir aussi Villasante, 2017b, Chronique politique du Pérou 2016 : Un président impopulaire, un parlement d'extrême droite et une grande corruption au sein de l'État [6 février 2017] <http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article890> et https://www.academia.edu/31263305/Chronique_politique_Pérou_2016

² Voir : [Informe final de la CVR](#) (<http://www.cverdad.org.pe/ifinal/>), voir aussi la version abrégée Hatun Willakuy (2004 et 2008), et sa traduction française: Le Grand Récit de la guerre interne, M. Villasante, L'Harmattan, 2015. Voir aussi Villasante, 2016, Violence politique au Pérou 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique de la violence, L'Harmattan, 2016.



Fig. 1 : Le Dr Salomón Lerner présente le Rapport final de la CVR au président Toledo, 2003 (Justomedia.com)

Pire encore, aucun gouvernement n'a voulu diffuser au sein de la population, les principales vérités historiques dévoilées par la CVR, tant sur la violence extrême de tous les acteurs de la guerre — militaires, subversifs communistes et milices civiles —, que sur le plan de la corruption généralisée, ou de l'avilissement de la chose politique.

- Rappelons ici que la guerre péruvienne a fait au moins 70,000 morts et 15,000 disparus. Le Parti Communiste du Pérou lança sa « guerre populaire » contre l'État et la société et il est responsable de 54% des morts, l'État qui dirigea les forces de l'ordre est responsable de 30% des morts ; enfin, les milices civiles (*rondas campesinas y nativas*) et les groupes paramilitaires sont responsables de 15% des morts, et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA) est responsable de 1% des morts (Rapport final de la CVR). Contrairement aux autres cas des dictatures latino-américaines, il n'y eut pas au Pérou, un seul responsable de la violence extrême, mais c'est l'ensemble des acteurs de la guerre qui ont commis des crimes contre l'humanité. C'est ce trait particulier qui rend le conflit péruvien exceptionnel et difficile à comprendre dans le cadre latino-américain et mondial.

- Le régime d'**Alberto Fujimori**, de juillet 1990 à novembre 2000, diffusa l'idée que l'unique manière de mettre fin à la guerre était développer une politique de terre brûlée, dénommé « pacification ». En avril 1992 Fujimori fit un coup d'État avec le soutien des forces armées et mis en place une dictature qui détruisit l'ordre démocratique³.

LES CRIMES CONTRE LES DROITS HUMAINS COMMIS SOUS LE REGIME DE FUJIMORI

Il importe de rappeler les principaux crimes commis sous le régime de Fujimori d'une part par les forces armées, soumises à son commandement (1990-2000), ensuite par l'escadron de la mort qu'il a autorisé à fonctionner avec des soldats placés sous la direction du sinistre **Vladimiro Montesinos**, le

³ Voir Informe final de la CVR, Tomo III. 2.3. La década de los noventa y los dos gobiernos de Alberto Fujimori,

<http://www.cverdad.org.pe/ifinal/pdf/TOMO%20III/Cap.%202%20Los%20actores%20politicos/2.3%20LA%20DECADA%20DEL%2090.pdf> Voir aussi la version résumée: Hatun Willakuy 2004, Capítulo 5. Voir aussi Villasante 2016, Le régime civilo-militaire de Fujimori : « pacification » militaire et corruption étatique, 1990-2000, Chapitre 4, in Violence politique au Pérou 1980-2000.

Grupo Colina [*Procès ouvert ou en cours, ** Cas enquêté par la CVR], puis les crimes commis contre les Natifs amazoniens, et enfin les stérilisations forcées d'environ 300,000 femmes et de 30,000 hommes entre 1996 et 2000.

Les crimes des forces armées et du Groupe Colina dirigé par Fujimori et Montesinos

- 19 avril 1990, **Chumbivilcas**** (Cusco), 21 paysans massacrés par les militaires après tortures et viols des femmes.
- 21-22 septembre 1990, **Chilcahuayco*** ** (Ayacucho), entre 23 et 27 paysans massacrés par les militaires et enterrés dans des fosses communes.
- 4 juillet 1991, **Santa Bárbara*** ** (Huancavelica), 15 paysans exécutés (dont 7 enfants) par les militaires.
- 3 novembre 1991, **Barrios Altos*** ** (Lima), le Groupe Colina exécute 15 personnes (dont un enfant).



Fig. 2 : Massacre de 15 personnes dans une maison de Barrios Altos par le Groupe Colina, commandité par Alberto Fujimori. Lima, le 3 novembre 1991 (Capital.com.pe)

- 19 janvier 1992, **Apiza*** ** (Huallaga), 32 personnes (dont 2 enfants) sont massacrées par des militaires et des policiers après avoir été torturés et mutilés.
- 29 janvier 1992, **Pativilca*** (Lima), le Groupe Colina exécute 6 personnes [procès ouvert contre Alberto Fujimori qui a commandité le massacre le 15 novembre 2011].
- 2 mai 1992, **Santa*** ** (Ancash), le Groupe Colina exécute 6 syndicalistes.
- 6 et 9 mai 1992, **Prison Castro Castro*** ** (Lima), la police et les militaires massacrent 42 prisonniers, deux parmi eux furent exécutés.
- 22 avril 1997, **Opération Chavín de Huantar**** (Lima), militaires et policiers tuent 14 membres du MRTA, dont 8 furent exécutés après s'être rendus (IF, Tomo VII : 514-520).



Fig. 3 : Le 8 juillet 1993, découverte de cinq des dix corps des personnes tuées à La Cantuta
(Archivos *El Comercio*)

Le Groupe Colina a commis d'autres homicides :

- 18 décembre 1992, exécution de **Pedro Huilca Tecse**, secrétaire général de la CGTP.
- 25 mai 1992, exécution du journaliste **Pedro Yauri**.
- 22 mars 1997, exécution de **Mariela Barreto**, membre du SIN et conjointe de Santiago Martín Rivas, capitaine de l'armée et chef de facto du Groupe Colina.

L'on a estimé que le Groupe Colina était composé de 32 hommes et de 6 femmes ; 13 parmi eux ont été jugés et condamnés à des peines allant de 55 ans (Jesús Mateo Sosa), à 35 ans (Santiago Martín Rivas et Arturo Pino), et le reste à 25 ans de prison ferme. Vladimiro Montesinos a été condamné, avec d'autres membres de ce groupe paramilitaire, à 10 ans de prison pour le massacre de Barrios Altos et l'assassinat de Pedro Yauri. La sentence a été confirmée, comme dans le cas d'Alberto Fujimori, par la Cour Suprême.

Les crimes contre les Natifs amazoniens

Durant le régime de Fujimori, la violence extrême a très fortement touché les Natifs de l'Amazonie centrale (Ashaninka et Nomatsiguenga en particulier). La CVR a estimé que sur un total estimé de 50 à 55 000 Natifs, 10,000 furent déplacés de force, et **au moins 6 000 Ashaninka sont morts de faim, de maladie ou ont été massacrés** par les groupes du Sentier Lumineux dans ce que j'ai nommé des « camps de concentration » senderistes (Villasante, 2017, *Revista Ideele* n°275⁴). Cependant, ce nombre de morts n'a pas été inclus dans l'estimation globale des victimes de la guerre interne péruvienne.

4 Voir <http://revistaideele.com/ideele/content/los-campos-de-concentraci3n-senderistas-y-los-ni3os-soldados-en-el-per3-desaf3%ADos-para-el>



Fig. 4 : Massacre de 72 personnes (dont 16 enfants) à Tsiriari (Satipo, Junín), les 18-19 août 1993, par des militaires et des miliciens (Archives *Yuyanapaq*, CVR)

En outre, ni le régime fujimoriste, ni aucun gouvernement « démocratique » ultérieur n'a œuvré pour la recherche des responsables de ces massacres, ni pour la recherche et le procès en justice des responsables militaires et policiers des disparitions forcées, des tortures, des violences sexuelles et des mutilations chez les Natifs de l'Amazonie centrale. Ces crimes restent impunis jusqu'à présent. Rappelons qu'en août et en septembre 1994, les autorités ont découvert plus de 2,000 corps enterrés dans des fosses communes près de la communauté d'**Anapate** (Río Tambo, Satipo, Junín), et qu'en mai 2014, 102 nouveaux corps ont été retrouvés dans la région du **fleuve Ene** (Satipo). Pour autant, aucune identification n'a été lancée, alors que ces charniers sont les plus importants de la guerre civile (Villasante 2014⁵).

Enfin, le 10 octobre 2016, le ministère Public a rapporté la découverte de fosses communes dans la région du VRAEM (*Valle de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro*, en état d'urgence depuis 2008 en raison de la permanence des narcoterroristes), dans la province de Satipo (Junín) avec 23 corps de personnes assassinées à l'arme blanche par les senderistes (*La República* du 10 octobre 2016).

Les stérilisations forcées

Durant le régime de Fujimori, entre 1996 et 2000, l'on estime qu'environ 300,000 femmes et environ 30,000 hommes ont été stérilisés sans leur accord. 77 femmes ont porté plainte devant la justice. Mais en novembre 2016, la procureure **Marcelita Gutierrez** décida de clore l'affaire « pour manque de preuves » contre Alberto Fujimori et les anciens ministres de Santé Eduardo Yong Motta, Mariano Costa Bauer et **Alejandro Aguinaga** [le médecin personnel de Fujimori qui a signé, parmi d'autres, l'acte médical le déclarant au bord de la mort en décembre 2017] [Voir *La Mula* du 11 décembre 2016⁶.]

5 Villasante, Los Ashaninka y los sitios de entierro, Boletín del IDEHPUCP, 18 juin 2014

<http://idehpucp.pucp.edu.pe/opinion/los-ashaninka-y-los-sitios-de-entierro/>

6 Voir, <https://redaccion.lamula.pe/2016/12/11/el-caso-de-las-esterilizaciones-forzadas-o-como-se-perpetua-la-impunidad-en-el-peru/acastro/>

Rappelons qu'en 2003, le gouvernement péruvien a signé une convention avec la Commission interaméricaine des droits humains, s'engageant à rechercher et à punir les responsables des stérilisations forcées. Il a fallu attendre jusqu'en 2016 pour que le Registre national de stérilisations forcées (REVIESFO) soit enfin créé ; 3,761 personnes s'y sont inscrites (*La Mula* du 14 août 2017⁷).

L'HERITAGE D'ALBERTO FUJIMORI ET LA RESPONSABILITE DE L'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE MAINTIEN DU « FUJIMORISME »

Contre toute attente, le dictateur Fujimori tenta de revenir sur la scène politique péruvienne en 2005, après avoir quitté le Japon où il bénéficiait de l'asile politique et menait une vie confortable après avoir essayé d'entrer au Parlement japonais comme militant d'un parti d'extrême droite⁸. Le Pérou avait pourtant demandé son extradition au gouvernement japonais dès le mois de juin 2001, sans aucun succès. L'Interpol avait également émis un mandat d'arrêt, mais il ne sortait pas de son refuge doré. Finalement en novembre 2005, Fujimori décida de voyager au Chili pour préparer sa candidature aux élections péruvienne de 2006. Il estimait probablement, comme l'indique Juan Méndez, ancien président de la Cour Interaméricaine des droits humains, qu'il y serait à l'abri dans un pays conservateur en matière d'extradition, surtout s'agissant de crimes politiques (rappelons le cas du dictateur Pinochet arrêté à Londres en 1998, qui avait pu obtenir sa libération en 2000 et son retour au Chili pour des « raisons de santé »). Mais il se trompait, la justice chilienne l'arrêta le 7 novembre 2005 et la procédure d'extradition fut lancée.

Keiko Fujimori, qui vivait aux États-Unis où elle avait épousé l'américain **Vito Villanela** [actuellement mis en examen pour blanchiment d'argent⁹], fut appelée au secours. **Le 6 janvier 2006**, elle tenta d'enregistrer la candidature de son père aux élections présidentielles, alors qu'il était inéligible à toute fonction publique jusqu'en 2011. La demande fut rejetée.

Fujimori organisait malgré tout son « retour au Pérou » avec le soutien de l'extrême droite japonaise ; en effet, **le 6 avril 2006**, il épousa par voie diplomatique, depuis le Chili, la femme d'affaires **Satomi Kataoka**, qui annonça leur mariage à Lima, où elle s'était rendue pour soutenir la candidature de Fujimori à côté de sa fille Keiko. Ce qu'on ne savait pas à l'époque, c'est que Fujimori préparait également sa candidature au Sénat japonais sous la bannière du parti d'extrême droite **Kokumin Shinto** (Nouveau parti populaire), auquel appartenait sa nouvelle épouse. Le 1^{er} août 2007, Fujimori apprit qu'il avait échoué dans sa tentative de devenir sénateur japonais, mais il lui restait la présidence péruvienne...

Après plusieurs mois de procédure, **le 21 septembre 2007**, la Cour suprême chilienne permit l'extradition de Fujimori pour sa responsabilité dans les crimes de Barrios Altos (15 morts), de La Cantuta (10 morts), et les séquestrations de deux personnes en 1992. Le même jour, il fut extradé au Pérou et conduit à la Direction des opérations spéciales de la police (DIROES). Le ministère Public l'accusa des crimes commis sous ses ordres à Barrios Altos et à La Cantuta, de la séquestration de deux personnes, et également de corruption, d'abus de pouvoir, de détournement des fonds de l'État et du transfert de 15 millions de dollars au bénéfice de son bras droit, Montesinos.

7 Voir <https://contraelolvido.lamula.pe/2017/08/14/esterilizaciones-forzadas-por-que-el-fujimorismo-y-sus-aliados-quieren-convertirlas-es-mitos/amandameza/>

8 Je présente ici une synthèse des données de mon livre *Violence politique...*, 2016 : 253-257. Voir aussi <http://larepublica.pe/archivo/242579-cronologia-desde-la-llegada-de-fujimori-a-chile>

9 Voir, <http://larepublica.pe/politica/1168325-caso-keiko-fujimori-fiscalia-tendria-previsto-inspeccionar-los-inmuebles-de-mark-vito>

Le 7 avril 2009, La Chambre pénale nationale de la Cour Suprême du Pérou, présidée par le juge César San Martín, déclara **Alberto Fujimori coupable des chefs d'accusation et le condamna à 25 ans de prison**. Le 30 décembre 2009 la sentence fut ratifiée. Ce procès constitua un succès remarquable de la justice péruvienne et latino-américaine dans sa lutte contre l'impunité et pour le renforcement de la démocratie et de l'État de droit.



Fig. 5 : Alberto Fujimori condamné à 25 ans de prison, Lima, avril 2009 (ABC)

Un nouveau parti fujimoriste né en 2005 : explications et éclaircissements

Comment comprendre qu'après vingt ans de guerre civile et dix ans de dictature d'**Alberto Fujimori** (1990-2000), il existe en 2018 un parti légal revendiquant son « héritage » et qu'actuellement des milliers de Péruviens soutiennent la « grâce présidentielle » accordée à un homme jugé coupable de crimes contre l'humanité ? Pour comprendre cette anomalie péruvienne, il faut rappeler quelques dates clés :

- **En 2005** fut créé le parti *Alianza por el futuro* (AF) sur les décombres des factions manipulées par la famille Fujimori : *Cambio 90* et *Nueva Mayoría*. Après que le *Jurado nacional de elecciones*, (JNE) ait rejeté la candidature de Alberto Fujimori en 2006, c'est **Martha Chávez Cossio** qui l'obtint. Cette avocate avait été présidente du Congrès, en 2002 elle fut suspendue sous l'accusation de corruption, mais elle fut réintégrée au Congrès en 2005 pour manque de preuves. En 2006, elle obtint 6% des voix (près d'un million de votants). En 2011 elle fut à nouveau suspendue et finalement abandonna la politique. Le parti AF obtint 13 sièges au Congrès aux élections de 2006, dont l'un revint à Keiko Fujimori.

- **En 2010** fut créé le nouveau parti fujimoriste *Fuerza 2011* (rebaptisé *Fuerza popular* en 2012) pour soutenir la candidature de Keiko Fujimori à la présidence. Elle déclara que si elle devenait présidente du pays, elle accorderait la grâce à son père. Les choses étaient claires. Keiko perdit l'élection (49%) qui fut remportée par l'ancien capitaine Ollanta Humala (51%), soutenu par la droite et la gauche. Elle gagna cependant dans plusieurs départements (La Libertad, Lambayeque, Tumbes, Piura, Cajamarca et Junín), et obtint ainsi 37 sièges au Congrès. Le fujimorisme était devenu la seconde force politique au Pérou.

• **En 2016**, lors des nouvelles élections présidentielles, Keiko Fujimori changea son discours, elle prit ses distances vis-à-vis de son père, et annonça qu'il ne serait pas gracié si elle devenait présidente. Dès le premier tour, on constata la forte augmentation du vote fujimoriste avec 40% des voix contre 21% pour le parti de centre-droit « *Peruanos por el Cambio* » [sigles de Pedro Pablo Kuczynski, PPK]. Au second tour, ce dernier fut élu président avec 51% contre 49% pour Keiko Fujimori.



Fig. 6 : Keiko Fujimori et son époux Vito Villanela, mars 2011 (Time)

Pour comprendre cette montée en puissance du fujimorisme, on doit tenir compte d'au moins trois éléments : d'abord, le peuple péruvien reste mal ou peu éduqué, abandonné par l'État et avec une culture politique minimale ; deuxièmement, les gouvernements successifs n'ont jamais fait les efforts indispensables pour diffuser les résultats de la CVR, en particulier sur les violences extrêmes, les massacres et les méthodes barbares des forces armées aux ordres de **Fujimori** et de son bras droit **Vladimiro Montesinos** ; enfin, la propagande fujimoriste reste populaire, surtout en milieu rural et chez les citoyens pauvres.

Cette propagande fujimoriste n'a jamais été déconstruite au Pérou, aucun parti ne s'est donné la peine de dénoncer les mensonges ou les pratiques du fujimorisme. Suivant cette propagande les 49% de Péruviens qui ont voté pour Keiko Fujimori, ou qui se réjouissent de la grâce accordée à son père se retrouvent sur un certain nombre de contre-vérités :

- ils croient toujours que « le pays a été pacifié grâce au président Fujimori », le seul qui soit allé rendre visite aux communautés et aux villages isolés de l'Amazonie et des Andes ;
- ils croient que « les forces de l'ordre ont vaincu le terrorisme » ;
- ils croient également que « les collectifs de défense des droits humains ont soutenu le terrorisme », et que la CVR a inventé les informations du Rapport final, exagérant le nombre de victimes ;
- ils croient enfin que « l'oubli » est la base de la « réconciliation » et « qu'il ne sert à rien de se rappeler des atrocités subies par les victimes de la guerre, qu'il faut tourner la page et aller de l'avant. »

Remettons les choses à leur place :

- Le pays a été pacifié du point de vue militaire par les milices civiles qui ont reçu un soutien tardif des forces armées, notamment dans les régions qui étaient au cœur de la guerre (Ayacucho, Huancavelica, Apurímac, Junín, Huánuco et San Martín). Fujimori utilisait les vieilles méthodes populistes de « rapprochement du peuple » pour s'assurer de leur « loyauté ».
 - Le succès contre le **Parti communiste du Pérou, Sentier Lumineux**, a été possible grâce à l'action du **Groupe de renseignements de la police (GEIN)**, qui a capturé Abimael Guzmán et son comité central le 12 septembre 1992.
- Le GEIN a travaillé dans le secret le plus total, ni les forces armées, ni la police, ni Fujimori lui-même n'étaient au courant des préparatifs de la capture.



Fig. 7 : Marche contre la candidature de Keiko Fujimori à Cusco, juin 2011 (Cusco région)

- Dès le début de la guerre, plusieurs collectifs de défense des droits humains se sont créés partout au Pérou, et dans les années 1990 ils se sont réunis au sein de la très influente *Coordinadora nacional de derechos humanos* (CNDH). Ces activistes défendaient la vie humaine mise en danger par tous les acteurs de la guerre, y compris celle des personnes accusées de terrorisme qui étaient enfermées sans procès ou qui étaient jugées par des « tribunaux sans visage », créés par le régime fujimoriste. Pour cette raison, et parce qu'il y a une méconnaissance des implications des « droits humains » au Pérou, que la propagande fujimoriste a réussi à rendre crédible l'idée d'une prétendue « défense des terroristes » de la part des activistes et des intellectuels.
- D'autre part, la publication du **Rapport final de la CVR**, le 28 août 2003, a soulevé des critiques acérées de la part des fujimoristes, des militaires et des policiers. L'ensemble de ces acteurs, qui s'étaient arrogé tous les pouvoirs politiques, militaires et civils entre 1990 et 2000, ont aujourd'hui peur d'affronter la justice. Ils récusent le contenu du Rapport Final de la CVR et considèrent que le chiffre de 70,000 morts estimés pendant vingt ans de guerre est simplement faux.
- L'oubli, comme condition sine qua non de la réconciliation, constitue le porte-drapeau du fujimorisme depuis les années 1990. Et cette idée a été reprise par tous les gouvernements du pays faisant ainsi le lit où le fujimorisme a pu prospérer.



Fig. 8 : Prison dorée de Fujimori à Barbadillo (Ate, Lima) accordée par Alan García [800 m² habitables, sur un terrain de 10,050 m., avec huit employés et un directeur de prison] (*La República* du 8 novembre 2012¹⁰)

Claudia Cisneros, journaliste de *La República*, a dénoncé l'inertie de la classe politique péruvienne avec des mots très justes : « Comment nous en sommes arrivés là ? Pour plusieurs raisons, mais la principale est que pendant trop longtemps nous avons permis trop [de choses]. On n'aurait jamais dû accepter qu'Alberto Fujimori dispose d'une prison dorée. On aurait dû protester, jusqu'à obtenir qu'il soit envoyé dans une cellule normale. Arrêter les privilèges et faire appliquer la loi. On aurait dû faire plus pour que les gouvernements depuis 2001 se préoccupent de l'éducation. C'était le moment de mettre de l'ordre dans la maison, de raconter l'Histoire vraie et non celle que les fujimoristes ont distordu intentionnellement. On aurait dû faire plus pour que le peuple soit au courant des crimes abjects d'Alberto, de la complicité explicite de Keiko et implicite de Kenji [le frère de Keiko]. On aurait dû crier plus fort. Nous avons sous-estimé l'ennemi. (...) Et comme nous n'avons pas fait ce qu'il fallait faire, on se retrouve en 2018 en regardant le débat public, dominé par une bande de gangsters et leurs alliés, délinquants de l'ombre : ceux qui sont dans le système de justice, ceux qui font des affaires profitant de leurs postes étatiques et qu'ils blanchissent sous le couvert de la technocratie. (...) Le débordement populaire est imminent et les conséquences seront de l'entière responsabilité du gouvernement [de Kuczynski] et des Fujimori. » (*La República* du 7 janvier 2018¹¹).

LA MAINMISE DES FUJIMORISTES SUR LE GOUVERNEMENT, LE RETOUR DU « NIÑO » ET LA MAUVAISE GESTION ECONOMIQUE

Depuis juillet 2016, la majorité fujimoriste du Congrès a installée une mainmise forte sur le pouvoir exécutif, imposant un climat de précarité et d'instabilité au plus haut niveau de l'État. Le ministre d'Éducation, **Jaime Saavedra**, fut censuré et poussé à la démission en décembre 2016 pour des actes de corruption présumés et le retard dans l'organisation des Jeux Panaméricains.

10 Voir <http://larepublica.pe/politica/672452-asi-vive-fujimori-en-el-penal-de-la-diroes>

11 Voir <http://larepublica.pe/politica/1167581-traicion-e-inminente-desborde-popular>

Au milieu de l'année 2017, deux autres ministres furent censurés par les fujimoristes : **Martín Vizcarra**, ministre des Transports et des Communications (premier vice-président du pays), qui démissionna ; puis **Alfredo Thorne**, ministre d'Économie et finances, qui fut censuré en raison de difficultés dans la gestion du nouvel aéroport de Chinchero (Cusco). Peu avant le 28 juillet 2017, le président poussa vers la sortie la ministre de la Femme et des populations vulnérables, Ana Maria Romero, remplacée par **Ana María Choquehuanca** ; et le ministre de l'Énergie et des mines Gonzalo Tamayo fut remplacé par **Cayetana Aljovín**.

En septembre 2017, le Premier ministre **Fernando Zavala** présenta une motion de confiance au Congrès pour éviter la censure de la ministre de l'Éducation nationale, **Marilú Martens**, accusée de ne pas gérer correctement un mouvement de grève des maîtres d'école manipulé par des partisans du MOVADef, le Mouvement pour l'amnistie et les droits fondamentaux créé par **Abimael Guzmán** depuis sa prison. Le Congrès rejeta la demande du Premier ministre, ce qui provoqua sa démission et la première gouvernementale ; quatre ministres furent changés, incluant celui de l'Éducation nationale, c'est **Idel Vexler Talledo** remplaça Martens.

Trois autres ministres ont démissionné dans le contexte du scandale du cas de méga corruption d'Odebrecht et de la « grâce présidentielle ». Lorsqu'à la mi-décembre **Marcelo Odebrecht** mis en cause l'implication du président **Kuczynski**, le ministre de l'Intérieur **Carlos Basombrío** présenta sa démission, acceptée le 23 décembre 2017. Puis, au lendemain de la grâce présidentielle, le ministre de la Culture, **Salvador del Solar**, démissionna, suivi par le ministre de la Défense **Jorge Nieto**. Ce dernier a été remplacé par **Vicente Romero Fernandez** (le 27 décembre 2017).

Après la démission de Zavala, la seconde vice-ministre, **Mercedes Aráoz** [de l'APRA] reprit son poste et un nouveau gouvernement a été annoncé le 9 janvier 2018. On reviendra sur cette question et sur la déclaration de 2018 comme « l'Année de la réconciliation nationale et du dialogue ».

Le retour de El Niño et une mauvaise gestion économique

Depuis 2001, le pays n'avait pas connu une situation gouvernementale aussi désastreuse, ce alors même que les dégâts causés par **El Niño**, [réchauffement de la température de l'Océan Pacifique] qui a dévasté la côte nord entre décembre 2016 et avril 2017, avec des inondations et des pluies torrentielles, n'ont pas été réparés et que des milliers de familles ont de la peine à survivre dans de terribles conditions sanitaires et humaines.

En mars 2017, il y avait 665 313 personnes affectées par ce désastre naturel et 79 morts (Andina). En juillet 2017, l'Institut national de défense civil estimait à 1 201 les districts affectés dans le pays. En premier lieu dans les départements de Lima, Ancash, Huancavelica, Ayacucho, Arequipa, Cajamarca, Apurímac, La Libertad et Piura, mais également dans les départements de Cusco, Lambayeque, Loreto, Ica, Huanuco, Amazonas, Junín, Pasco, Puno, Moquegua, Tacna, Ucayali, San Martín et Madre de Dios. C'est-à-dire presque tout le pays. En décembre, on estimait que 1 372 360 personnes avaient été affectées et qu'il y avait 159 morts, 18 disparus, 469 blessés, et plus de 300 000 maisons détruites (*El Comercio* du 17 juin 2017).



Fig. 9 : La ville de Piura inondée en mars 2017 (Andina)

Le gouvernement évaluait les dégâts à 7 000 millions de soles et trois ans de reconstruction ; mais en décembre il n'avait investi que 1 500 millions de soles et les gouvernements régionaux 531 millions de soles. De plus, les spécialistes estiment qu'il faudra plus de trois ans pour reconstruire les zones affectées (*El Comercio* du 27 juin 2017). Ils pensent que **El Niño** ne se présentera pas pendant l'été austral (décembre à mars 2018) dans le Pacifique central, mais qu'il est probable à 24% qu'on assiste à un refroidissement du Pacifique oriental [phénomène nommé **La Niña**, forts vents et sécheresse], en face de la côte nord du Pérou, suivi par un possible retour de El Niño (16% de probabilités) (*Gestión* du 19 septembre 2017¹²).

Suivant l'analyse de l'économiste péruvien Alan Fairlie (*Revista Ideele* n°276¹³), après dix huit mois de gouvernement du président **Kuczynski**, la gestion économique du pays a été très décevante, ce malgré des facteurs négatifs, dont la chute des prix des matières premières, le retour de **El Niño** et l'affaire **Lava Jato**.

En effet, le taux de croissance du PIB n'a atteint que 2,8% en 2017, alors qu'on attendait une croissance de 3,7%. De toutes les manières cet indicateur ne cesse de baisser depuis 2012 (6%, 5,8% en 2013, 2,4% en 2014, 3,3 en 2015 et 4% en 2016). D'après les économistes, le résultat de 2017 n'est pas suffisant pour atteindre les objectifs de développement durable, avec création d'emplois et réduction de la pauvreté (*El Comercio* du 12 décembre 2017).

12 Voir <https://gestion.pe/economia/expertos-preven-ausencia-fenomeno-nino-peru-ecuador-2018-143752>

13 Voir : <http://revistaideele.com/ideele/content/balance-económico-del-gobierno-de-ppk-0>



Fig. 10 : Mine de cuivre de Cerro Verde, Arequipa (*Gestión* du 14 décembre 2017)

D'un point de vue structurel, le gouvernement a abandonné le timide effort de diversification productive entamé par le président Ollanta Humala. Ces actions se sont plutôt concentrées sur les grands projets d'investissements en attente, et sur quelques mesures pour formaliser l'économie, sans obtenir cependant des résultats positifs. Pire encore, les investissements promis dans les domaines de la science, de la technologie et l'innovation ont été nuls ; les promesses de favoriser la décentralisation par une plus grande autonomie économique des régions furent également abandonnées. Il y eut seulement quelques rencontres avec les gouvernements régionaux et locaux, mais elles n'ont pas impliqué résultats concrets.

Le gouvernement n'a fait que poursuivre le modèle en cours, en abandonnant ses promesses de campagne concernant l'amélioration du monde de travail, et en privilégiant les investissements étrangers et nationaux dans le secteur primaire. Le Pérou reste un pays exportateur de matières premières, notamment de minerais, avec un secteur industriel minimaliste et un niveau scientifique et technologique désastreux.

Pour cette raison, l'augmentation des prix des métaux (cuivre, zinc et or) a réactivée l'économie nationale durant le dernier trimestre de l'année 2017, l'investissement public a augmenté de 7,5% et le ministère d'Économie annonce une autre remontée à 17,5% en 2018. Mais, selon Fairlie (NOTE ?), on est loin d'une véritable réactivation de l'économie. On continue à suivre le modèle ultra libéral de promotion de l'investissement dans le secteur minier (ce qui suppose des expropriations de terres, y compris dans les communautés indigènes, en principe inaliénables, et qui conduisent inmanquablement à des conflits sociaux et à des protestations des écologistes). L'État favorise également la « flexibilité du travail », ce qui rend l'emploi très précaire, et la privatisation de ses services et des politiques publiques.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les caraïbes (CEPAL¹⁴), en 2018 la croissance au niveau de la région serait de 2,2% (elle n'a été que de 1,3% en 2017), dans un contexte

14 Voir <https://www.cepal.org/es/comunicados/economias-america-latina-caribe-tendran-moderada-recuperacion-2018-creceran-22>

international un peu plus favorable. Au Pérou, l'on estime que la croissance serait de 2,5% à 3,5%, promue notamment par les exportations et par l'augmentation de la demande interne et l'investissement public et privé dans le secteur des mines. Cependant, ce sera une récupération asymétrique car la création d'emplois et la consommation des ménages resteront bas.

Enfin, la méga corruption de l'affaire **Lava Jato** a eu des effets très négatifs sur l'économie du pays. Les travaux administrés par l'entreprise **Odebrecht** sont complètement paralysés et il est probable que les entreprises nationales associées sortiront du marché, cela d'autant plus qu'elles sont sous enquête judiciaire (*La República* du 10 décembre 2017). Mais le plus grave est la perte de légitimité des autorités, des fonctionnaires qui conduiront à une perte de crédibilité dans les politiques publiques, réduisant les investissements du secteur privé et menant, à terme, à la paralysie de l'économie nationale. Cela d'autant plus que le président lui-même est impliqué dans les affaires de corruption d'Odebrecht et qu'il risque toujours d'être destitué.

Le modèle ultra libéral appliqué au Pérou depuis le régime de Fujimori s'est renforcé au cours des gouvernements ultérieurs, jusqu'à aujourd'hui. Ce alors même que tous les candidats ont promis sa réforme et son amélioration. Dans les faits, l'État n'a cessé de céder de larges pans de l'économie aux capitaux privés et étrangers, abandonnant son rôle de régulateur des marchés et de protecteur des majorités pauvres. Ce choix —courant partout en Amérique latine— a favorisé les pratiques de corruption et, *in fine*, a conduit à la fragilisation de l'État au profit de pouvoirs économiques privés, ce qui a eu comme résultat l'approfondissement des conflits sociaux. Dans ce cadre, l'affaire d'Odebrecht n'est que la partie immergée de l'iceberg dans le sous-continent, comme l'a exprimé clairement Marcelo Odebrecht dans ses déclarations aux procureurs brésiliens et péruviens qui l'ont entendu à Curitiba le 9 novembre 2017 ; c'est que nous allons voir de près maintenant.

LES TENTACULES DE LA MEGA CORRUPTION D'ODEBRECHT/LAVA JATO AU PEROU

En 2000, la Commission du congrès qui enquêtait sur les délits financiers durant le régime de Fujimori, présidée par (feu) Javier Diez Canseco, détermina que l'entreprise brésilienne **Odebrecht** avait établi des contrats avec l'État pour un total de 450 millions de dollars. Sur une liste des travaux d'infrastructure (routes, aéroports) d'Odebrecht entre 1979 et 1999, 30 avaient été réalisées durant le régime de Fujimori. Autrement dit, la méga corruption qui a reçu le nom de « **Lava Jato** » [lavage express] au Brésil, a probablement commencé durant le gouvernement militaire de Francisco Morales Bermudez et continue jusqu'à présent.

Pour mémoire, l'affaire Odebrecht est lié à la vaste enquête judiciaire et policière menée autour de **Petrobras**, l'entreprise pétrolière nationale du Brésil, et connu sous le nom **Lava Jato**. En 2014, on découvrit un vaste réseau de blanchiment d'argent impliquant Petrobras et plusieurs autres entreprises de travaux publics (BTP, Odebrecht, OAS, IESA, Camargo Corrêa Construções) et des personnalités politiques en fonction. En échange de contrats, ces entreprises versaient des pots de vin généralement en Suisse. L'affaire est évaluée à 3,5 milliards de dollars. **Marcelo Odebrecht**, et d'autres grands dirigeants ont été arrêtés en juin 2015 ; l'ancien président **Lula da Silva** a tenté de le protéger, mais il a été accusé de corruption peu après. En décembre 2015, le président de la chambre de députés du Brésil lança une procédure de destitution de la présidente **Dilma Rousseff** accusée d'avoir maquillée les comptes étatiques associées à Petrobras. Elle fut destituée le 31 août 2016. En avril 2016, Marcelo Odebrecht a été condamné à 19 ans de prison pour corruption, blanchiment d'argent et association criminelle [voir la Chronique politique de 2016]. Cependant, en échange de sa « collaboration efficace » dans l'enquête judiciaire entreprise au niveau latino-américain, après avoir passé deux ans et demi en prison à Curitiba, il bénéficie d'une assignation à résidence, avec un bracelet électronique,

depuis le 19 décembre 2017. Il s'est installé dans son duplex luxueux dans le quartier résidentiel de Morumbi de São Paulo (*Folha do São Paulo* du 19 décembre 2017).



Fig. 11 : Marcelo Odebrecht et Dilma Rousseff en 2014, au Palais du gouvernement Planalto. Alors qu'elle avait nié l'avoir rencontré (*O Globo* du 30 mai 2016)

La méga corruption pratiquée par Odebrecht a coûté la prison au vice-président de l'**Équateur**, Jorge Glas, proche de l'ancien président Rafael Correa et ami du président élu en avril 2017, Lenín Moreno. Il en va de même pour Julio de Vido, ancien ministre de la présidente de l'**Argentine**, Cristina Kichner ; en outre, l'ancien président du **Panama** Riccardo Martinelli, est également en prison à Miami. Odebrecht a corrompu le président de la **Colombie**, Juan Santos, et plusieurs hommes politiques de ce pays ; ainsi que des hauts fonctionnaires du **Mexique**, proches du président Enrique Peña Nieto ; et également l'ancien président du **Venezuela** (feu) Hugo Chavez, et des fonctionnaires de la **République Dominicaine** et de **Cuba** (*Gestión* du 3 janvier 2018¹⁵, *El Comercio* du 8 janvier 2018).

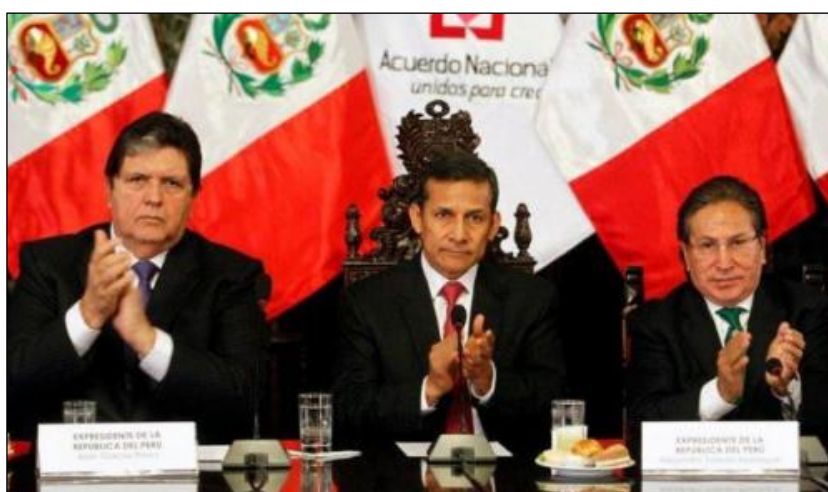


Fig. 12 : Anciens présidents Alan García, Ollanta Humala et Alejandro Toledo (Ideele)

¹⁵ Voir <https://gestion.pe/mundo/odebrecht-pais-pais-impacto-escandalo-corrupcion-remece-america-latina-224070?foto=8>

Au Pérou, **Ollanta Humala** est en prison depuis juillet 2017 ; **Alejandro Toledo** est en fuite aux États-Unis et sous le coup de deux mandats d'arrêt international ; **Alan García** a été mis en examen, ainsi que **Keiko Fujimori**. **Kuczynski** a été accusé de corruption au Congrès mais il a négocié son maintien à la présidence avec l'aide de **Kenji Fujimori**, comme on le verra plus loin.

Les déclarations de Marcelo Odebrecht

Selon les déclarations de **Marcelo Odebrecht** le 9 novembre 2017, et dans le cadre de son accord avec le gouvernement fédéral du Brésil (dit de « collaboration efficace »), l'argent sale a été distribué au Pérou à travers le représentant de son entreprise, **Jorge Barata**. Ainsi, il a affirmé que « *tout le monde [politique] a reçu de l'argent* » : **Alejandro Toledo** (2001-2005), **Alan García** (2001-2005), et **Ollanta Humala** (2011-2016), ainsi que certains candidats aux élections, dont **Keiko Fujimori** et **Pedro Pablo Kuczynski**. C'est-à-dire que toute la classe politique péruvienne est au cœur des scandales et de la grave crise de gouvernement actuels. Les parties les plus importantes de ces révélations ont été d'abord publiées par IDL-Reporteros le 14 novembre¹⁶, et ont été reprises plus tard dans le journal indépendant *La República* du 31 décembre 2017¹⁷.

Selon Marcelo **Odebrecht**, Barata ne l'informait pas directement des distributions financières destinées à obtenir le « soutien » des décideurs dans les marchés publics, mais il savait qu'elles étaient faites et non comptabilisées. Cependant, il a déclaré : « *j'ai la certitude que nous avons appuyé tous les présidents, les ex-présidents et les candidats de l'opposition.* » En outre, des entreprises comme **Graña y Montero** ont également reçu des « aides », et **Kuczynski** a été payé pour donner des conférences au siège de l'entreprise Odebrecht. Il ajouta : « *Nous avons divulgué 5% des informations sur ces distributions, vous devez trouver les 95% des aides qui ne venaient pas de nous ; c'est comme cela que les choses fonctionnent en Amérique latine.* »

Le procureur péruvien **Alonso Peña Cabrera**, chef de l'Unité de coopération judiciaire internationale et des extraditions du ministère Public, a demandé d'organiser une équipe conjointe avec ses collègues brésiliens pour éclaircir le cas Lava Jato au Pérou (*La República* du 31 décembre 2017).

Le 31 décembre 2017, **Gustavo Gorriti**¹⁸ directeur de IDL-Reporteros, déclare que « Barata doit être interrogé au Brésil dans le cadre de la « *delación premiada* » ». En effet, pour le journaliste d'investigation, il est urgent de poser des questions précises au représentant d'Odebrecht au Pérou qui gérait l'ensemble des pots de vin. Ses déclarations devraient se faire avec la participation de procureurs péruviens, **José Domingo Pérez**, son adjoint **Villanueva**, et **Rafael Vela**, comme cela a été fait avec Marcelo Odebrecht. Ces trois procureurs sont tenus en très haute estime par la justice brésilienne pour leur qualité professionnelle. Il s'agit d'obtenir des détails sur la contribution à la campagne de Keiko Fujimori, non déclarée devant l'instance péruvienne de gestion des élections (JNE), sur les apports donnés à l'entreprise de Kuczynski alors qu'il était ministre (2004 à 2007), sur les relations étroites entre Barata et l'ex-président Alan García, et sur la donation de 3 millions de dollars à la campagne de Humala avec un financement venu du Parti des travailleurs du Brésil [dirigé par Lula da Silva], et utilisant Odebrecht comme intermédiaire. En outre, Gorriti considère que le Conseil national de la magistrature (CNM) ne lui inspire pas la moindre confiance. IDL-Reporteros a montré l'ingérence du congressiste fujimoriste **Héctor Becerril** auprès de **Guido Aguila**, membre du CNM, et il soupçonne les fujimoristes de tenter de contrôler cette instance de justice, ainsi que le Bureau des procureurs, et la Cour suprême elle-même. Il s'agirait d'éviter que les investigations sur la corruption d'Odebrecht touchent les membres de leur parti.

16 Voir le dossier : <https://idl-reporteros.pe>

17 Voir <http://larepublica.pe/politica/1164690-marcelo-odebrecht-apoyamos-a-todos>

18 Voir <http://larepublica.pe/politica/1164703-gustavo-gorriti-barata-debe-ser-interrogado-en-brasil-en-el-marco-de-la-delacion-premiada>

Selon Marcelo Odebrecht, **Keiko Fujimori** a reçu 500 000 dollars pour sa campagne de 2011. Elle a été mise en examen pour cette affaire de corruption, mais aussi pour des apports non déclarés dans ses campagnes de 2006 et de 2011, ainsi que sur des financements occultes de sa campagne de 2016. Après 6 convocations évitées sous des prétextes divers et variés, Keiko s'est présentée devant le procureur Domingo Pérez le 28 décembre 2017. Elle a nié en bloc les accusations de Marcelo Odebrecht.

Jorge Barata doit être entendu au cours du mois de janvier 2018, non pas dans le cadre de la « collaboration efficace », mais comme « témoin protégé par le procureur brésilien ». Barata sera questionné d'abord sur ses liens avec Ollanta Humala, ensuite sur les apports d'Odebrecht en faveur de García, de Keiko Fujimori et de Kuczynski, incluant les conférences rémunérées qu'il a donné au siège de l'entreprise au Brésil (*La República* du 3 janvier 2018).



Fig. 13 : Jorge Barata, l'ancien PDG d'Odebrecht Latinvest au Pérou
(*La República* du 24 janvier 2017)

LA TENTATIVE DE DESTITUTION DU PRESIDENT KUCZYNSKI PAR LE CONGRES ET L'ACCORD PASSE AVEC KENJI FUJIMORI POUR OBTENIR LA GRACE DE SON PERE

Le Congrès péruvien a tenté de destituer le président Kuczynski en déclarant qu'il était mêlé à la corruption de l'affaire Odebrecht, impliquant son « incapacité morale permanente » pour exercer la fonction de président du pays. La motion présentée par 27 congressistes fut approuvée par 93 voix et 17 contre, le vendredi 15 décembre 2017. Voici la chronique des faits¹⁹ :

— **Le 30 novembre 2016**, le procureur anticorruption **Martín Salas** ordonna la réouverture de l'enquête sur la participation de **Pedro Pablo Kuczynski** dans la concession accordée à l'entreprise Odebrecht pour la construction des sections II et III de la route Interoceánica Sur. Depuis cette date, le président se trouvait formellement impliqué dans l'affaire Odebrecht au Pérou, mais il niait toute implication personnelle avec l'entreprise brésilienne.

19 Tirée de : <http://larepublica.pe/politica/1164749-linea-de-tiempo-de-caso-odebrecht>

— **Le 22 décembre 2016, Marcelo Odebrecht**, PDG de l'entreprise des travaux publics Odebrecht, reconnu devant la cour fédérale de New York avoir payé des pots de vin dans plusieurs pays en échange de contrats de travaux publics. Il déclara que dans le cas du Pérou, son entreprise avait versé 29 millions de dollars aux présidents Alejandro Toledo, Alan García et Ollanta Humala.

— **Le 4 janvier 2017**, la « Commission Lava Jato » fut instituée au Congrès péruvien, sous la présidence du fujimoriste Víctor Albrecht, alors qu'il se trouvait associé à un cas de corruption pour des travaux réalisés au Callao par l'entreprise Odebrecht. Il fut remplacé par la congressiste, également fujimoriste, **Rosa Bartra** le 17 avril 2017. Plusieurs congressistes non fujimoristes demandent sa démission depuis décembre 2017 car elle a fait preuve de partialité dans sa gestion de la commission.

— **Le 24 janvier 2017**, l'ancien PDG d'Odebrecht Latinvest au Pérou, **Jorge Simões Barata**, déclara au Brésil qu'il est prêt à dire à qui furent versés les 20 millions de dollars pour la construction de la route Interoceánica Sur et les 9 millions de dollars pour la construction du métro de Lima. Il était l'un des 77 hauts fonctionnaires qui avait bénéficié de l'accord dit de « *delación premiada* ». Le procureur Hamilton Castro était chargé de l'affaire. Barata devait dénoncer les transactions effectuées au Pérou entre 2001 et 2016, alors que l'accord tripartite établi aux États-Unis entre Odebrecht, le gouvernement nord-américain, le Brésil et la Suisse couvrait seulement la période 2005-2014. Ces transactions concernent les travaux publics, mais aussi les pots-de-vin donnés aux hommes politiques et aux partis pour les élections présidentielles, régionales et municipales (*La República* du 24 janvier 2017).

— **Le 1^{er} mars 2017**, la procureure de l'affaire Lava Jato **Katherine Ampuero** demanda au procureur de la Nation Pablo Sánchez l'inclusion de **Pedro Pablo Kuczynski** dans l'enquête en cours. Elle fut démise de ses fonctions en juillet 2017, la ministre de Justice **Pérez Tello** l'accusant d'avoir empêché la vente de l'entreprise Olmos gérée par Odebrecht [qui cherche à vendre ses entreprises au Pérou (Olmos, Chavimochic et Chaglla) sans succès, puisque tout est paralysé], ce qui était faux d'après ses déclarations ultérieures. Ampuero fut remplacée par **Jorge Ramírez**. En août 2017, elle a remis en question le silence de cette enquête depuis son départ et les interventions de la ministre de Justice Pérez Tello, qui s'opposent à l'autonomie de cette instance étatique chargée de défendre les intérêts de l'État, non des ministres ou du président (*Correo* du 27 août 2017).

— **Le 7 novembre 2017**, le ministre de Justice **Enrique Mendoza** nomma son adjoint Juan Falconí, président de la **Commission des grâces présidentielles** en remplacement d'Orlando Franchini, un homme de 92 ans. Ce fait constitue à l'évidence une préparation du futur échange de services entre le président **Pedro Pablo Kuczynski** et **Kenji Fujimori** qui exigeait la grâce pour son père, voir plus loin.

— **Le 9 novembre 2017**, Marcelo Odebrecht fit des déclarations officielles au procureur brésilien Orlando Martello à Curitiba et au procureur péruvien José Domingo Pérez sur les paiements illégaux de son entreprise aux politiciens du Pérou. Le 14 novembre 2017, le journaliste d'investigation **Gustavo Gorriti** (IDL-Reporteros) et son équipe ont publié des extraits de cet entretien qui a dû passer par les traductions officielles avant d'être autorisé à être diffusé au Pérou²⁰.

— **Le 26 novembre 2017**, l'ancienne procureure du cas Odebrecht **Katherine Ampuero** déclara à la journaliste Mariella Balbi (Perú 21) que le Bureau du procureur devrait informer la nation des accords que l'État a établi avec Marcelo Odebrecht en ce qui concerne le futur des travaux engagés et des projets démarrés. De plus, elle considère que les déclarations de Marcelo Odebrecht et de Jorge Barata confirment ce que son bureau avait entamé : en mars, l'ouverture d'enquêtes sur les travaux

20 Voir <https://idl-reporteros.pe/marcelo-odebrecht-declara-en-curitiba-sobre-keiko-alan-y-ppk/>

engagés par l'ancienne maire de Lima **Susana Villarán** et sur les liens du président **Kuczynski** avec Odebrecht (Susana Villarán avait transféré de l'argent aux deux entreprises liées au président, First Capital et American Entreprise).

Les bureaux des procureurs ad hoc n'osaient pas ouvrir ces enquêtes et l'on assista à une série rocambolesque. Le procureur de la Nation, **Pablo Sánchez**, renvoya l'enquête au Bureau de blanchiment d'argent dirigé par le Dr **Carlos Puma** ; lequel le transféra au procureur supérieur Rafael Vela ; qui à son tour le transféra au Bureau chargé de la corruption de fonctionnaire dirigé par **César Zanabria** et son adjoint **Hamilton Castro** pour qu'ils décident s'ils pouvaient se saisir du cas Kuczynski. Zanabria a ensuite renvoyé le cas à une procureure du Bureau anti-corruption, laquelle le retourna au Bureau du blanchiment d'argent. On revint donc à la case départ. Ampuero est partie à ce moment-là, en juillet 2017 ; et depuis lors elle affirme qu'on ne sait pas où se trouve le dossier du cas Kuczynski. Cependant, après les déclarations de Marcelo Odebrecht [du 9 novembre] elle doute qu'on puisse le clore, cela d'autant plus que le procureur de la Nation a affirmé qu'on mettra en examen tous ceux qui sont associés à la corruption d'Odebrecht.

Le président **Kuczynski** a été convoqué par le **Bureau Lava Jato** que dirigeait Ampuero où il devait répondre sur les transferts d'argent, notamment la construction de la route Interocéanica adjudgée à Odebrecht lorsqu'il était ministre d'Économie de Toledo. Elle lui demanda s'il avait prêté ses services de conseil aux entreprises associées à Odebrecht au Pérou, mais il refusa de répondre sur les conseils de son avocat, et le procureur Castro qui accompagnait Ampuero accepta ce refus. Ampuero considère que l'extradition de Toledo sera difficile avec le gouvernement actuel car il ne tombera pas seul : « *il est absurde de penser que Toledo a donné la concession de la route Interocéanica tout seul, sans aide* ». De fait, Ampuero fut renvoyée de son poste de responsable du Bureau Lava Jato suite à sa demande de mise en examen du président Kuczynski. Mais, comme elle le dit aussi, Barata est l'homme clé dans toute l'affaire Lava Jato au Pérou, et il parlera bientôt aux procureurs ad-hoc.

Ampuero précise aussi que Barata a déclaré avoir donné 3 millions de dollars à **Susana Villarán**, et ce cas est examiné par le procureur **Hamilton Castro**. D'après lui, **Ollanta Humala** et **Nadine Heredia** ont également reçu de l'argent en 2006 et en 2011, ce cas est examiné par le Bureau de blanchiment d'argent dirigé par le procureur Carlos Puma. Les déclarations de Barata sont en cours d'examen depuis février 2017, et c'est seulement après cette phase que l'on pourra le qualifier de « collaborateur efficace » (avec les réductions de peine liées à ce statut), pour le moment il n'est « qu'aspirant ». Selon la loi péruvienne, l'aspirant à la collaboration efficace doit reconnaître ses délits et apporter toute l'information qui les certifie, incluant des documents. Ensuite le procureur doit confirmer ces déclarations. Et c'est seulement après, selon la qualité de l'information, qu'on lui accordera certains avantages : depuis la réduction de la peine jusqu'à sa disparition (le montant de la réparation civile, dépend lui d'un autre accord). Dans le cas de Barata, c'est le juge **Carhuancho** qui doit accepter ou non sa demande de collaboration efficace (Perú 21 du 26 novembre²¹).

— **Le 13 décembre 2017**, la présidente de la Commission Lava Jato du Congrès, **Rosa Bartra** (*Fuerza popular*) annonça que l'entreprise d'Odebrecht avait envoyé un document signalant avoir payé 782,207 dollars à l'entreprise **Westfield Capital** qui appartient à **Pedro Pablo Kuczynski** pour sept services de conseil (concernant la Route Interocéanica) réalisés entre novembre 2004 et décembre 2007. En outre, l'entreprise First Capital, dont le président est actionnaire, a reçu 4 403 941 dollars pour divers services de conseil entre 2004 et 2013. Le Congrès demanda aussitôt la démission du président pour corruption.

21 Voir <https://peru21.pe/politica/katherine-ampuero-fiscalia-estrategia-lava-jato-385860>

Le jeudi 14 décembre, le président annonça dans un message à la nation que l'information de la Commission Lava Jato était fautive et qu'il n'avait aucune relation avec First Capital. De fait, le président avait nié à plusieurs reprises avoir eu des liens financiers avec Odebrecht, et il répéta sa déclaration du 9 décembre, selon laquelle son travail de conseil financier pour le projet Olmos fut réalisé alors qu'il n'occupait aucune fonction dans l'État. Il précisa qu'il avait laissé la gestion de son entreprise Westfield Capital à son associé (chilien) **Gerardo Sepúlveda**, pendant ses périodes de mandat public. Pour mémoire, entre mars 2004 et août 2005, **Kuczynski** était ministre d'Économie, et il s'était occupé du contrat entre l'État péruvien et l'entreprise Odebrecht pour les travaux d'infrastructure IIRSA Sur. En août 2005 il fut nommé Premier ministre par le président Toledo (*La República* du 14 décembre 2017 et BBC du 16 décembre 2017²²).

Après l'annonce de Rosa Bartra et les dénégations du président, les congressistes fujimoristes, ceux de la gauche [divisée entre la faction dirigée par Marco Arana « Frente amplio » et celle dirigée par Verónica Mendoza « Nuevo Perú »], et plusieurs autres congressistes du centre et de droite, ont présenté une demande de « vacance » de la présidence « pour manque de moralité permanente » et ils ont exigé sa présence au Congrès le jeudi 21 décembre 2017.



Fig. 14 : Le président Kuczynski déclare devant le Congrès le 21 décembre 2017 (*La República*)

• **Le 21 décembre 2017**, le président **Kuczynski** a déclaré devant le Congrès que pendant ses mandats en tant que ministre, son entreprise Westfield Capital était gérée par son associé **Gerardo Sepúlveda**. Il déclara ensuite que les services rendus par Westfield Capital et par First Capital avaient été officiellement comptabilisés, qu'il ne s'agissait donc pas des pots de vin. Enfin, d'après lui, tous ces services ont été effectués par Sepúlveda et il n'a rien eu à voir là-dedans (*La República* du 21 décembre 2017²³). En janvier 2018, Sepúlveda a refusé de se rendre au Congrès comme lui avait demandé Rosa Bartra, mais il a accepté de donner son témoignage aux procureurs péruviens qui devront se déplacer au Chili pour effectuer cette démarche officielle de l'État.

22 Voir <http://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-42365222>

23 Voir <http://larepublica.pe/politica/1160743-la-explicacion-de-ppk-sobre-westfield-capital-ante-el-congreso-video>

Suite aux déclarations du président, son avocat **Alberto Borea**, prit la parole et le défendit avec conviction. Après 11h de débat, la motion de destitution fut soutenue par 79 voix, alors qu'il fallait 87 ; il y eut 21 abstentions et 19 voix contre²⁴.

Le résultat du vote était surprenant. Tous les analystes pensaient la destitution acquise avec les 71 voix du groupe fujimoriste. Or, allant à l'encontre de la position de leur groupe, 10 congressistes de *Fuerza popular* votèrent contre celle-ci. Les 18 congressistes du parti au pouvoir votèrent contre la destitution ; les 10 congressistes de la faction de gauche « *Frente amplio* » [Marco Arana] votèrent pour ; les 10 congressistes de la seconde faction de gauche « *Nuevo Perú* » [Verónica Mendoza, candidate à la présidence en 2016], sortirent de la salle avant le vote ; six congressistes du parti du centre « *Alianza para el progreso* » s'abstinrent, et deux votèrent pour ; trois voix de l'APRA furent également pour la destitution et il y eut deux abstentions ; au sein du parti de droite *Accion popular* il y eut deux voix pour et trois abstentions ; et finalement sur les deux congressistes indépendants, l'un vota pour et l'autre contre (*La República* du 22 décembre 2017).

On constata que le parti majoritaire s'était divisé en deux factions, celle dirigée par Keiko Fujimori, et celle dirigée par son frère Kenji qui avait réussi à convaincre 9 de ses collègues de le suivre.

Le lendemain du vote, le vendredi 22 décembre, le président téléphona à trois personnalités reconnues par leur défense constante de la démocratie : l'ancien ministre Pedro Cateriano [durant le mandat de Humala], l'avocate et journaliste d'investigation Rosa María Palacios, et le journaliste d'investigation Gustavo Gorriti, pour les remercier de leurs conseils. De plus, interrogé sur la grâce en faveur de Fujimori, il répondit clairement par la négative. Pourtant, deux jours plus tard, le 24 décembre, il annonça la « grâce présidentielle pour des raisons humanitaires ».

On apprit peu après que Kuczynski avait en fait passé un marché avec Kenji Fujimori pour gracier son père en échange de son soutien au Congrès. Alberto Fujimori avait participé de manière directe à l'accord, en passant des coups de fil depuis sa prison dorée aux congressistes qui devaient soutenir sa libération. Kuczynski s'est donc allié à l'ancien dictateur et à son fils pour échapper à sa propre destitution, sans aucune considération pour les victimes de La Cantuta et de Barrios Altos et faisant fi de la condamnation de Fujimori pour crimes contre l'humanité.

LA GRACE PRESIDENTIELLE : IMMORALE ET ILLEGALE

La grâce présidentielle au dictateur Fujimori est non seulement immorale mais elle est aussi illégale, et elle révèle le cynisme du président Kuczynski. On apprit dans les jours qui suivirent, qu'il s'agissait d'une véritable machination, d'un véritable plan conçu et adopté bien avant le vote du 21 décembre. Les faits remontaient à près de six mois.

Précisons que la **Commission de grâces présidentielles** est formée par cinq membres, dont quatre sont désignés par le ministère de Justice et le cinquième par le Conseil des ministres. La commission qui était présidée par Freddy Cardenas fut entièrement changée au début octobre 2017, jusque là, elle s'était prononcée contre la grâce demandée par Alberto Fujimori.

— Le 30 mai 2016, Kuczynski signa un accord avec les proches des victimes selon lequel il s'engageait à respecter les sentences à l'encontre des coupables.

— Le 9 juin 2016, il déclara : « *je ne vais pas accorder la grâce à Alberto Fujimori, les fujimoristes veulent qu'il soit libéré et qu'il sorte de prison par la grande porte, mais il y a eu un procès ; je ne la signerai pas sans avoir médité sur l'affaire longtemps.* » (REF)

²⁴ Voir <http://larepublica.pe/politica/1160942-vacancia-a-ppk-asi-voto-cada-bancada-del-congreso>

— Le 22 juin 2017, Kuczynski déclara à la revue britannique *The Economist* « *il est grand temps d'évaluer une grâce à Fujimori* » ; peu après ce dernier fut transporté à la clinique une nouvelle fois.

— Le 8 juillet 2017, Kuczynski déclara à l'antenne de RPP (Lima), « *qu'il ne s'agirait pas d'une grâce mais d'un « pardon médical* » (sic). *Avant la fin de l'année, on prendra une décision en suivant les opinions médicales ; on suivra les recommandations des médecins.* »

— **Septembre 2017** : En fait, la procédure de la grâce présidentielle a été entièrement manipulée par le président et elle a commencée avec le départ de la ministre **Marisol Pérez Tello** [droite], qui s'opposait à cette mesure, et la nomination d'**Enrique Mendoza** qui l'acceptait. Elle avait pris son poste en juillet 2016 et elle a dû l'abandonner, avec d'autres ministres, le 17 septembre 2017, lorsque le Congrès rejeta le vote de confiance du gouvernement de Fernando Zavala. Pérez Tello avait critiqué durement le comportement violent des congressistes de *Fuerza Popular*. Grâce à sa gestion, en juin 2016 fut approuvée la Loi de recherche de personnes disparues entre 1980-2000, ce qui a permis l'ouverture d'un Registre national de personnes disparues. En août 2016, elle fut la première représentante de l'État qui demanda pardon aux proches des victimes de la violence dans le cadre de la commémoration du 13^{ème} anniversaire de la présentation du Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation.

— **À la fin octobre 2017**, le ministre **Mendoza** déclara à RPP que son bureau « *n'avait reçu aucune demande de grâce à Fujimori* ». Mais c'était un mensonge car le président lui-même avait affirmé à RPP que le ministre « *était en train d'évaluer les procédures de la grâce présidentielle.* » (RPP du 7 novembre²⁵).

En octobre 2017, Mendoza nomma d'abord un vieil homme de 92 ans, Orlando Franchini, et lorsque la presse dénonce le scandale il le remplaça par **Juan Falconí** le 7 novembre. Les autres membres sont : José Luis Espinoza, Luis Pastor, Mary Muñante (commissionnés) et Camilo Santillán (secrétaire technique). Or, le 13 janvier 2018, on apprend que Juan Falconí avait été l'avocat défenseur de deux congressistes fujimoristes en mars 2016, accusés d'avoir réalisé des paiements occultes lors de la campagne présidentielle de 2016. Falconí avait été crédité devant l'instance nationale d'élections (JNE) comme défenseur du parti fujimoriste (*La República* du 13 janvier 2018²⁶).

— **Le 11 décembre 2017**, en dehors de la procédure habituelle, Fujimori demande une nouvelle fois la grâce humanitaire à la Commission des grâces présidentielles. Le même jour, le ministère de Santé crée une commission médicale et nomme parmi ses membres l'oncologue personnel de Fujimori, Dr Aguinaga.

— Le 15 décembre 2017, le directeur de la *Dirección de redes integradas de salud Este*, Luis Champin, informe le directeur de la prison de Barbadillo (Ate, Lima), qu'on va évaluer l'état de santé de Fujimori.

— Le 17 décembre 2017, la commission médicale du 11 décembre rend visite à Fujimori dans sa prison dorée et déclare qu'il mérite la grâce présidentielle.

25 Voir <http://rpp.pe/politica/gobierno/comision-de-gracias-presidenciales-juan-falconi-es-su-nuevo-presidente-noticia-1087145>

26 Voir <http://larepublica.pe/politica/1170288-ex-abogado-de-fuerza-popular-intervino-en-el-indulto-a-fujimori>

— **Le 24 décembre 2017**, Kuczynski accorde la grâce à Fujimori après une procédure d'une extrême rapidité, 13 jours, alors que les 11 autres prisonniers malades ont dû attendre entre 90 et 365 jours pour obtenir une grâce pour des raisons de santé (*La República* du 5 janvier 2018²⁷).

— Le 30 décembre 2017, **Jorge Morelli**, ancien conseiller d'Alberto Fujimori et actuel conseiller de son fils Kenji, a publié un article dans le journal *El Comercio*, dans lequel il indique que le pacte avait été conclu en août 2017, et qu'on attendaient que l'occasion politique pour le mettre en œuvre²⁸. Le pacte était par ailleurs connu de l'ancien Premier Zavala et de la Première ministre Aráoz (*La República* du 8 janvier 2018).

— Le 8 janvier 2018, **Rosa María Palacios**²⁹ précise qu'elle-même, ainsi que Gorriti et Cateriano, ont soutenu de bonne foi le président Kuczynski, sans se douter qu'il mentait à tous. Elle a également dénoncé l'appui du **ministre de Santé**, qui a admis dans la commission médicale le propre médecin Aguinaga de Fujimori, ainsi que le ministre de Justice et la Première ministre Aráoz, qui savaient que la grâce était en cours. Palacios a précisé aussi que la Constitution interdit la grâce aux responsables de séquestrations, et que la Cour de la CIDH devra en tenir compte.

- D'un point de vue légal, la prétendue « grâce humanitaire » n'a pas suivi la procédure constitutionnelle qui exige qu'une commission médicale se prononce sur *l'état gravissime du détenu*, sur l'imminence de sa mort, en toute autonomie et transparence. Il est inadmissible que le médecin du prisonnier Fujimori ait fait partie de la commission chargée de rendre compte de son état de santé. En fait, le président Kuczynski a participé dans l'organisation de cette vaste mascarade en désignant un nouveau ministre de Justice, Mendoza, qui était d'accord avec la grâce, et son nouvel gouvernement présidé par Mercedes Aráoz a permis que Mendoza désigne un président de la commission des grâces présidentielles qui avait défendu, en tant qu'avocat, des congressistes fujimoristes.

- Deuxièmement, elle n'a pas tenu compte des procès en cours dans lesquels Alberto Fujimori est accusé par la loi péruvienne, dont le massacre commis par le **Groupe Colina à Pativilca** et le détournement de fonds des forces armées. En effet, les médecins qui ont signé l'acte n'ont pas respecté le délai indispensable pour ce type de procédure. Fujimori avait eu des malaises le 20 décembre et se trouvait à la clinique *Centenario* de la communauté japonaise du pays. Le 24 décembre il a été informé de sa grâce. Et le soir même, son fils Kenji a filmé une déclaration de « *pardon à ceux que j'ai déçu dans le pays* ». Selon les médecins il devait rester encore à la clinique. Et puis, miraculeusement, le 5 janvier il a été déclaré guéri et apte à sortir. Après 12 ans de prison dorée, Alberto Fujimori a été conduit à une luxueuse villa avec piscine située dans le quartier résidentiel de la banlieue chic de La Molina, dont le loyer (5,000 dollars par mois) devrait être payé par « des amis ».

- **Le 13 janvier 2018**, le ministre de Justice, **Enrique Mendoza**, a refusé la demande de la *Defensoría del Pueblo* concernant le dossier de la grâce présidentielle, datée du 27 décembre 2017, qui contient l'Acte de la Commission des grâces présidentielles et le dossier médical d'Alberto Fujimori. D'après le ministre Mendoza, ces documents sont « confidentiels car ils contiennent des informations privées sur la santé d'Alberto Fujimori. » Cette décision est contraire à la Constitution, qui précise dans l'article 161 que les entités étatiques sont obligées de collaborer avec la DP. La demande avait été adressée au président des grâces présidentielles, l'avocat **Juan Falconí Gálvez**, or c'est le ministre

27 Voir <http://larepublica.pe/politica/1164750-linea-de-tiempo-del-proceso-de-indulto>

28 D'après lui, le président l'avait invité à discuter de la grâce de Fujimori en août 2017 :

<https://elcomercio.pe/opinion/colaboradores/fuerza-popular-fujimori-alberto-indulto-gobernabilidad-jorge-morelli-noticia-485201>

29 Voir la vidéo : <http://larepublica.pe/politica/1168067-sin-guion-rosa-maria-palacios-regresa-este-lunes>

de Justice qui a répondu en affirmant qu'il existe des « restrictions légales » qui lui permettent de ne pas collaborer avec la DR ; en l'occurrence « le droit à la vie privée » de Fujimori (*La República* du 12 janvier 2018³⁰).



Fig. 15 : Le dictateur Fujimori sort de la clinique après avoir obtenu la « grâce présidentielle » avec son fils Kenji (*La República* du 5 janvier 2018)



Fig. 16 : Le dictateur Fujimori entourée de ses quatre fils dans sa luxueuse villa de La Molina (Tweet de Keiko Fujimori)

Cette vaste mascarade d'une supposée « maladie fatale » d'un vieux dictateur en rappelle une autre, lorsque Augusto Pinochet, le dictateur du Chili, fut libéré de Londres en 2000 en « raisons de ses graves problèmes de santé ». Mais une fois descendu de l'avion à Santiago, et après quelques pas en chaise roulante, il se leva pour entrer dans la limousine qui l'attendait. Fujimori est sorti, lui aussi en chaise roulante, puis il s'est levé pour entrer dans la voiture banalisée avec son fils Kenji. Keiko a publié ensuite une photo de « famille heureuse », entouré de ses quatre enfants. Certes, à 78 ans,

30 Voir <http://larepublica.pe/politica/1170292-minjus-niega-a-la-defensoria-acceso-al-expediente-del-indulto-a-fujimori>

l'ancien dictateur n'est pas en excellente santé, mais ses jours ne sont nullement en danger comme l'ont attesté des médecins qui suivaient les consignes de Kuczynski.

Les procès actuels contre le dictateur Fujimori

• L'affaire Pativilca : massacre de six personnes par le Groupe Colina

Le 8 février 2008, un ancien membre du Groupe Colina déclara que le général des forces armées Hermoza Ríos lui donna l'ordre direct de tuer six personnes le 29 janvier 1992, pour « terrorisme ». On découvrit alors qu'un homme d'affaires d'origine chinoise, proche du général Hermoza Ríos, lui avait demandé « son aide » pour s'approprier un terrain appartenant aux 6 personnes en question à San José de Pativilca (Lima). Les corps furent trouvés le 30 janvier, ils avaient été tués par balles³¹.

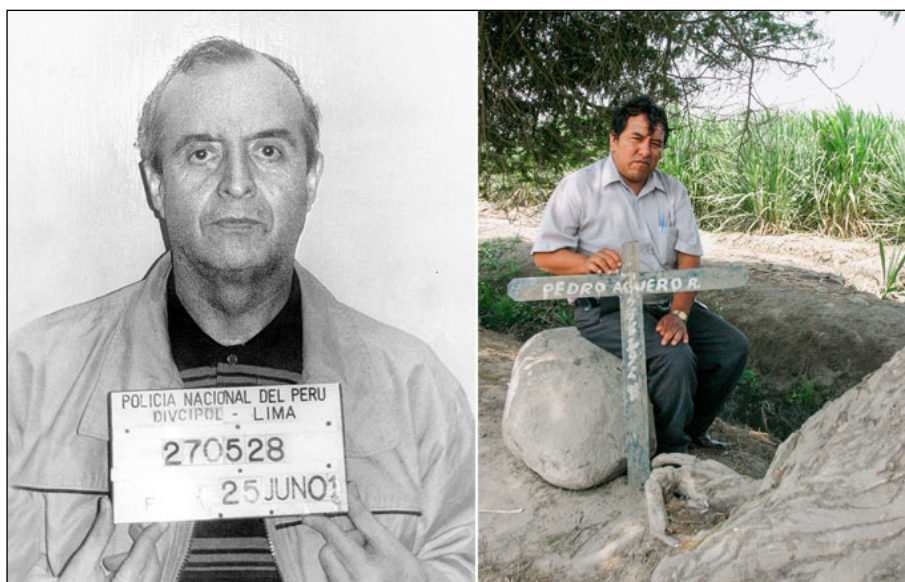


Fig. 17 : Vladimiro Montesinos, conseiller de Fujimori et chef du Groupe Colina (gauche), et Carlos Agüero, proche de Pedro Agüero, assassiné à Pativilca en 1992 (*Caretas* du 11 janvier 2018)

Le 15 novembre 2011, l'accusation contre Alberto Fujimori en tant que responsable de la tuerie (avec Hermoza Ríos, Montesinos et d'autres militaires) a été formalisée et la justice chilienne a accepté l'ouverture d'un nouveau procès pour crimes contre l'humanité. Le procès a commencé le 5 juin 2012 et il se trouvait en attente du « *juicio oral* » (APRODEH³²).

En février 2017, la Cour Suprême du Chili a accepté d'inclure dans les chefs d'accusation de l'extradition de Fujimori l'affaire Pativilca. En juillet 2017, le procureur **Luis Landa** a requis une peine de 25 ans de prison pour Fujimori et il avait demandé qu'il soit jugé depuis sa prison (*Caretas* du 11 janvier 2018³³). La Constitution péruvienne a établi que les grâces présidentielles ne peuvent être accordées qu'à des prisonniers dont les procès se sont terminés depuis 24 mois. Or, le procès de Fujimori pour l'affaire Pativilca a été ouvert il y a seulement 11 mois, et il n'est pas clos. En conséquence, Fujimori n'aurait pas dû bénéficier de la grâce qui est illégale.

Il faut préciser aussi que le 17 octobre 2013, la justice péruvienne a ouvert un nouveau procès contre

31 Voir <https://redaccion.lamula.pe/2017/02/23/fujimori-extradicion-pativilca/victorliza/>

32 Voir <http://www.aprodeh.org.pe/casos-legal/lima/caso-pativilca-caraqueno/>

33 Voir http://caretas.pe/politica/81493-manzana_de_la_discordia

Alberto Fujimori pour le détournement de 122 millions de soles des forces armées destinés à financer les campagnes électorales de 1997 et de 2000. Et il n'est pas clos non plus.

La grâce illégale a été dénoncée à l'intérieur et à l'extérieur du pays

- D'abord, **le 26 décembre**, **Carlos Rivera** (*Instituto de defensa legal*, IDL), avocat des proches des victimes a présenté un recours en justice devant la Cour Interaméricaine de droits humains (CIDH), demandant l'annulation de la grâce à Fujimori. Rivera a déclaré que la procédure suivie par le président Kuczynski est illégale (*Caretas* n°2512, 26 décembre 2017³⁴).

- La **CIDH** a prévu une audience extraordinaire **le 2 février 2018** au Costa Rica pour examiner le lien entre les sentences de Barrios Altos et La Cantuta qui seraient laissées sans effet avec la grâce présidentielle. Pour cette procédure on a convoqué des représentants de l'État péruvien, de la Commission Interaméricaine des droits humains ainsi que les avocats des victimes. La Cour a été très claire dans sa condamnation de la grâce et communiqué ce qui suit :

« *Al suprimir los efectos de sentencias condenatorias referidas a crímenes de lesa humanidad y graves violaciones de derechos humanos en beneficio de Alberto Fujimori, el Estado peruano incumplió con las disposiciones de las sentencias de la Corte Interamericana y desconoció sus obligaciones internacionales.* » De plus: « *El derecho internacional de los derechos humanos prohíbe la aplicación de amnistías, indultos (...) a personas que han sido encontradas culpables de crímenes de lesa humanidad.* » (*La República* del 29 de diciembre de 2017).

Le secrétaire général de l'OEA, **Luis Almagro**, a déclaré être en accord total avec la position de la CIDH, et il a précisé qu'on attendra la décision de la Cour sur la constitutionnalité de la grâce, et sur l'accord de celle-ci avec les sentences adoptées contre l'ancien président.



Fig. 18 : Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro (Archives de *La República*)

- **Le 26 décembre 2017**, le Haut Commissonné de l'ONU pour les Droits humains du Bureau de l'Amérique du Sud, **Amerigo Incalcaterra**, a déclaré au siège de Santiago du Chili que « l'État a l'obligation d'enquêter, de faire des procès et de sanctionner les violations des droits humains évitant toutes les situations qui puissent conduire à l'impunité. » Il a rappelé également que lors de sa visite au Pérou en octobre 2017, le Haut commissonné de l'ONU pour les Droits humains, **Zeid Ra'ad Al**

34 Voir <http://caretas.pe/politica/81332-idl-pide-anular-indulto-a-fujimori>

Hussein [jordanien], a insisté sur le fait que « par leur gravité, les crimes de Fujimori touchent la communauté internationale et que celle-ci doit être impliquée [dans l'affaire]. »



Fig. 19 : Le Haut commissaire de l'ONU pour les Droits humains, Zeid Ra'ad Al Hussein, et le président péruvien à Lima, le 24 octobre 2017 (EFE)

Il s'agit d'une position internationale cohérente avec les normes internationales concernant les droits humains signés par le Pérou, mais qui ont été récusés par le ministre des Relations extérieures, **Ricardo Luna**, qui répondit à Al Hussein que « *la grâce présidentielle est une affaire interne* ». Or, Luna est connu pour sa proximité avec le régime d'Alberto Fujimori [il fut son défenseur à l'ONU lors du coup d'État d'avril 1992], et il est aussi un ami du président Kuczynski, (*Gestión* du 26 et du 31 décembre 2017). La Première ministre **Aráoz** a tenu des propos semblables qui montrent à l'évidence sa profonde ignorance des lois internationales en matière des droits humains.

- **Le 29 décembre**, les rapporteurs du Bureau du Haut-Commissariat pour les Droits humains de l'ONU, **Agnès Callamard** (exécution extrajudiciaires), et **Pablo de Greiff** (vérité, justice et réparation), ont souligné la non-conformité de la grâce et leur consternation vis-à-vis de cette décision. Ils ont rappelé que les lois internationales restreignent les amnisties et les grâces dans les affaires des violations des droits humains (*La República* du 29 décembre 2017).

De leur côté, *Amnesty international*, *Human Rights Watch* et le Bureau de Washington pour l'Amérique latine (WOLA) dénoncent le manque total de transparence, le non-respect des règles du procès et la négociation politique utilisée dans cette affaire. De manière unanime, les organismes internationaux accusent le gouvernement d'avoir fait reculer la position du Pérou pour le respect de la démocratie et des libertés sociales (*La República* du 6 janvier 2018³⁵).

35 Voir <http://larepublica.pe/politica/1167174-el-frente-internacional>

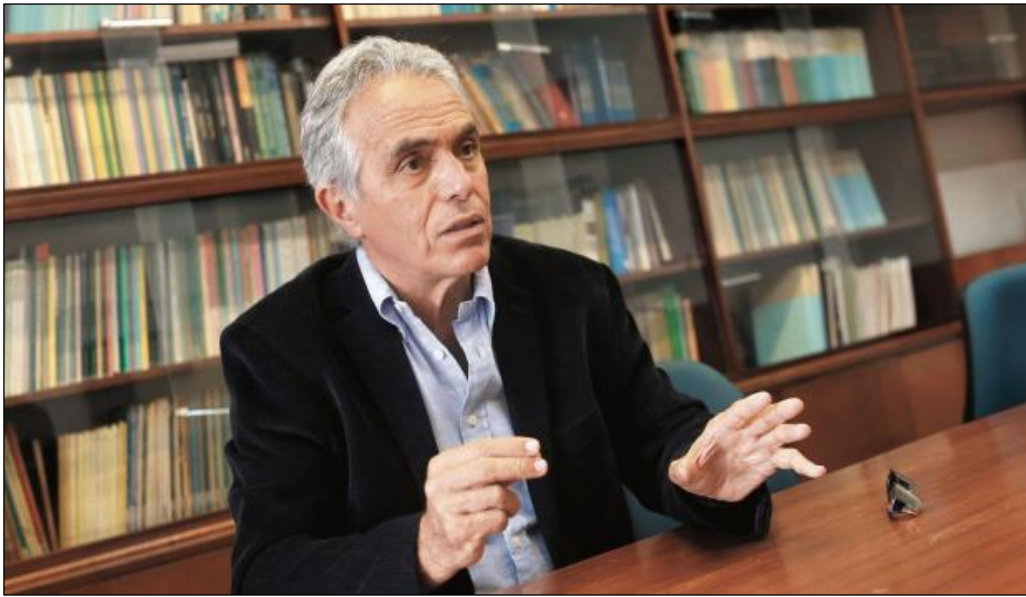


Fig. 20 : Diego García Sayán, ancien président de la Cour IDH (Perú 21 du 5 janvier 2018)

• **Le 29 décembre, Diego García Sayán**, ancien président de la Cour IDH et ancien ministre de Justice pendant le gouvernement de transition (2000-2001), a déclaré que la sentence qui va émettre la Cour dans quelques semaines s'imposait à l'État péruvien car il s'agit d'un cas de droits humains qui est bien encadré dans la *Carta democrática* signée par tous les pays de l'OEA. D'autre part, il a signalé que la procédure a été trop rapide et n'a pas tenu compte de l'obligation juridique de citer tous les acteurs, c'est-à-dire les proches des victimes et leurs avocats.

Avant de parler d'un « *gouvernement de réconciliation nationale* » comme l'a fait la Première ministre, García Sayán suggère la création d'un **gouvernement d'urgence nationale et de transition** qui serait dirigé par le premier vice-président **Martín Vizcarra**, car Kuczynski s'est montré « inopérant de toute évidence » (*La República* du 29 décembre³⁶)

Le 5 janvier 2018, García Sayán déclarait que la Cour IDH pouvait annuler la grâce accordée à Fujimori dans le contexte de sa supervision de deux sentences qu'elle a émis sur les affaires des tueries de Barrios Altos et La Cantuta. D'abord, elle devra déterminer d'abord si la grâce était « humanitaire » ou non, si elle détermine que ce fut une grâce politique déguisée en grâce humanitaire alors elle pourra décider de l'accomplissement des sentences qu'elle a avalisées. L'État péruvien est obligé d'accepter la résolution de la Cour IDH car il a signé les conventions de protection des droits humains de la CIDH. La déclaration de la Première ministre, qui niait le rôle de la Cour montre, selon García Sayán, son ignorance de la Constitution (*Perú 21* du 5 janvier 2018³⁷).

• La « grâce » illégale de Fujimori n'a pas tenu compte non plus du fait que le condamné n'a jamais payé les **réparations civiles** pour sa responsabilité dans les crimes pour lesquels il a été condamné : Les assassinats de 10 personnes à La Cantuta, de 15 personnes à Barrios Altos (crimes contre l'humanité), les séquestrations de deux personnes, et trois cas de corruption. Si au départ la somme avait été fixée à 27 millions de soles, elle a doublé à cause des intérêts générés par le non paiement. Actuellement, Fujimori doit à l'État et aux victimes 51 millions de soles [12 millions d'€]. Cela dit,

36 Voir <http://larepublica.pe/politica/1163849-a-estas-alturas-necesitamos-a-un-presidente-que-gobierne>

37 Voir l'entretien : <https://peru21.pe/politica/diego-garcia-sayan-corte-idh-objetar-indulto-fujimori-390656>

le procureur anti-corruption **Amado Enco** a déclaré que la « grâce » ne le libère nullement du paiement de ces réparations civiles et il a précisé que Fujimori n'a aucun bien enregistré au Pérou à son nom, malgré les recherches constantes dans les registres publics et financiers (*La República* du 29 décembre 2017).

Dans ce cadre, le 11 janvier 2018, le procureur **Amado Enco** a annoncé que le 13 juin 2017, Fujimori a demandé le versement de sa pension de retraite pour ses fonctions à l'Université nationale agraire, où il était professeur et puis recteur. L'Université a répondu à Enco que la pension était suspendue depuis 2001. Cette pension est de 2 728 soles [703 €], et le procureur a demandé la saisie d'un tiers de celle-ci pour débiter le paiement des réparations (*El Comercio* du 11 janvier 2018). Depuis six mois, le dictateur préparait donc son avenir ...



Fig. 21 : Villa louée par Fujimori à La Molina, propriété de Carlos Raffo, ami de la famille (*Caretas* du 11 janvier 2018)

Les manifestations de protestation de la société civile péruvienne

La grâce présidentielle a soulevé des marches de protestation partout dans le pays le 24 et le 25 décembre, et devant quelques ambassades du Pérou à l'étranger, notamment à Paris. La troisième marche a eu lieu le 28 décembre à Lima, des milliers de manifestants appartenant aux collectifs de défense des droits humains, des proches des victimes de la guerre, mais aussi des collectifs d'étudiants et de travailleurs, ainsi que des politiciens de gauche, et des personnes de la société civile se sont réunis au centre-ville, scandant les consignes : « *Fujimori nunca más* » [Fujimori plus jamais] et « *Fuera fuera PPK* » [Dehors dehors PPK], et #*Que se vayan todos* [Qu'ils s'en aillent tous]. Les manifestants sont arrivés au Palais de justice vers 21h40, on a fait entendre le message du dictateur du 5 avril 1992 ; ensuite ils ont chanté l'hymne national devant un gigantesque drapeau ; et une effigie du président Kuczynski a été brûlée. On scandait des consignes : « *Perú te quiero por eso te defiendo* ». [Pérou je t'aime c'est pourquoi je te défends]. Une partie des manifestants a tenté d'aller vers le quartier de Miraflores, mais la police en a empêché l'accès avec des bombes lacrymogènes. Il n'y a pas eu d'actes de vandalisme, ni de blessés.



Fig. 22 : Marche de protestation contre la grâce présidentielle du 28 décembre à Lima (*La República*)

Une quatrième grande Journée nationale de protestation a eu lieu le **jeudi 11 janvier à Lima**, organisée par le *Comando nacional unitario de lucha* (CNUL), élu en assemblée générale par la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) et soutenu par la *Coordinadora nacional de derechos humanos*, les proches des victimes du régime de Fujimori, ainsi que 245 organisations civiles, partis politiques de gauche, syndicats d'étudiants, paysans et travailleurs, collectifs d'artistes, d'écrivains, d'intellectuels et des groupes chrétiens. La CGTP estime qu'il y eut plus de 50 000 manifestants [*El País* estime qu'il y eut plus de 30 mille]. Les manifestants ont rappelé les massacres de La Cantuta, de Barrios Altos, de Pativilca, les détournements de fonds de l'État par Fujimori et son bras droit Montesinos, ainsi que les stérilisations forcées du régime fujimoriste.

Le ministère de l'Intérieur a autorisé le premier rassemblement au Campo de Marte, puis le trajet sur les grandes avenues vers la Place du 2 Mai [centre historique de Lima]. Cependant, à l'arrivée des manifestants sur la place l'électricité a été coupée. Malgré tout, plusieurs leaders ont pris la parole, dont le secrétaire général de la CGTP, **Gerónimo López Sevillano**, qui a annoncé une journée de grève nationale au mois de mai 2018 (Site officiel CGTP³⁸).

Un fonctionnaire a demandé des explications de la coupure d'électricité à la Place du 2 Mai à l'entreprise qui gère l'électricité (ENEL Perú), qui a répondu qu'elle avait été ordonnée par la Mairie de Lima qui gère l'illumination publique de la ville. Rien d'étonnant si l'on précise que le maire de Lima est **Luis Castañeda**, s'est déclaré favorable à la grâce présidentielle : « *je comprends la douleur [des proches des victimes] mais elle ne se répare pas avec la vengeance... on doit savoir pardonner* » (*La República* du 12 et du 7 janvier 2018).

La marche fut pacifique et placée sous la surveillance de la police, et des membres de la *Defensoría del Pueblo* ont joué un rôle d'intermédiaires entre la police et les manifestants. Une partie des

38 Voir <http://www.cgtp.org.pe/index.php/89-noticias/nacionales/150-el-pueblo-se-unio-en-su-rechazo-a-ppk-y-al-indulto-a-fujimori>

manifestants a essayé de sortir de la route pour se diriger vers le quartier où réside le président et la police est intervenue avec des bombes lacrymogènes pour disperser la foule. Ce fut le seul incident.

López Sevillano, secrétaire général de la CGTP, a déclaré qu'ils organiseront une assemblée le 19 janvier pour établir un bilan et prévoir d'autres actions de lutte pour s'opposer à la grâce présidentielle. Une autre marche est prévue **le 27 janvier**, jour de la décision de la chambre pénale nationale sur l'affaire du massacre de Pativilca. La CGTP a commencé une campagne de sensibilisation auprès des maires des quartiers de Lima sur les implications de la grâce en vue de la marche du 27, qui sera également suivie dans 14 villes de l'intérieur du pays et dans plusieurs autres villes à l'étranger. Enfin, les collectifs de défense des droits humains se préparent pour l'audience du 2 février à la **Cour IDH à Costa Rica**. Ils s'y rendront avec des proches des victimes et des militants d'APRODEH, d'IDL, du COMISEDH et la *Coordinadora nacional de derechos humanos*. On ne sait pas encore qui représentera l'État péruvien³⁹.



Fig. 23 : Marche contre la grâce à Fujimori, la corruption et l'impunité. Lima 11 janvier 2018 (*La República*)

D'autres manifestations ont eu lieu dans les villes du sud, notamment à Cusco, Arequipa, Ayacucho et Puno, mais aussi au nord (Chiclayo, Piura), et au centre (Huancayo). Enfin, des citoyens péruviens se sont rassemblés devant les ambassades et les consulats du Pérou de Buenos Aires, São Paulo, New York, Paris, Madrid, Barcelone et Berlin.

Diverses personnalités et associations de la société civile ont également exprimé leur rejet de la grâce, ainsi par exemple, plus de 230 écrivains — parmi lesquelles Mario Vargas Llosa, Alfredo Bryce Echenique, Carmen Ollé, Claudia Salazar et Alonso Cueto —, ont signé un pronunciamiento qui affirme que « le président a eu une conduite illégale et irresponsable en concédant cette grâce (...), il couvre d'infamie et de honte le Pérou entier. (...) Ce n'est un secret pour personne que Fujimori n'est pas atteint d'une maladie dégénérative ou terminale. Il s'agit d'un ignoble pacte de connivence

39 Voir: <http://larepublica.pe/politica/1169374-marcha-de-hoy-contra-el-indulto-a-fujimori-sera-contundente>

entre forces politiques qui veulent contrôler les cas de corruption auxquels elles sont liées, et perpétuer l'injustice et l'impunité. » (La Mula du 29 décembre 2017⁴⁰).

Plus de 150 historiens — parmi lesquels Cecilia Méndez, Jorge Moreno y José Carlos de la Puente — se sont également prononcés contre la grâce à Fujimori, affirmant que le « *président montre un visage toujours plus cynique et erratique* » et « *sous le couvert d'une réconciliation mal comprise, il considère les graves crimes de la décennie des années 90 comme des simples erreurs ou excès et demande que l'on tourne la page, c'est-à-dire qu'il prône l'oubli. (...) La grâce nous éloigne au contraire de la réconciliation car elle ne reconnaît pas les voix des victimes. (...) L'histoire ne se construit pas toute seule et aucun changement n'est possible si l'on n'intervient pas aujourd'hui.* » (La República du 31 décembre 2017).

Le vendredi 12 janvier, une marche de soutien à la grâce a eu lieu à Lima, sous le nom « *Pasacalle pour la paix et la réconciliation nationale, Perú sin rencores* ». Cette marche des fujimoristes a été organisée par la faction dirigée par **Kenji Fujimori**, qui a déclaré : « *Nous devons travailler pour obtenir la paix et une véritable réconciliation si l'on veut soutenir la gouvernabilité du pays. Le premier pas est de guérir le cœur.* » Le ministère de l'Intérieur a autorisé cette manifestation qui a commencé au « *Campo de Marte* », qui a parcouru une partie du centre-ville pour revenir à son point de départ. Des journalistes ont été frappés par des gardes du corps lorsqu'ils ont essayé de se rapprocher de Kenji Fujimori, qui était aussi fortement protégé par la police⁴¹. L'on estime qu'il y eut entre 3,000 et 7,000 manifestants ; dont une grande partie venant des quartiers pauvres de Lima est arrivé dans une cinquantaine de bus loués par les organisateurs (El País du 13 janvier 2018).

LE DICTATEUR PRETEND REVENIR SUR LA SCENE POLITIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE KUCZYNSKI DECLARE 2018 L'ANNEE DU « DIALOGUE ET LA RECONCILIATION NATIONALE »

Deux faits récents explicitent le nouveau visage politique du Pérou en ce début d'année 2018.

- D'une part, le dictateur Fujimori censé être gravement malade et dont les jours étaient comptés, a publié un Tweet le 6 janvier appelant à la « réconciliation ». Dans le premier il écrit :

« Nous serons un pays qui récupèrera sa sécurité et où la violence sera éliminée. On pourra accomplir ces objectifs si les intérêts particuliers et les opportunismes sont abandonnés. UNIS ON PEUT L'OBTENIR ! ».

Dans le second : « *Dans les premières heures de cette nouvelle étape de ma vie, plusieurs rêves m'envahissent et je voudrais les partager. Je souhaite un Pérou sans rancœurs, où tout le monde travaille pour un but supérieur.* » [13h40].

Dans les deux cas, il ne s'agit pas de messages d'un homme au seuil de la mort, mais de messages éminemment politiques, pour ne dire qu'une seule chose : « je suis de retour. »

- Le même jour, le gouvernement a publié le décret suprême 003-2018-PCM, déclarant les années 2018 à 2027 la « Décennie de l'égalité d'opportunités pour les hommes et les femmes », et l'année 2018 « **l'Année du dialogue et de la réconciliation nationale** ». Le texte considère que le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, le développement égalitaire et la justice sociale, ainsi que la culture de paix et la protection des droits des citoyens, sont des politiques étatiques centrales (El Peruano du 6 janvier 2018).

40 Voir le texte : <https://redaccion.lamula.pe/2017/12/29/indulto-es-insulto-escritores-se-pronuncian-en-contra-del-excarcelamiento-de-alberto-fujimori/ginnopaulmelgar/>

41 Voir <http://www.americatv.com.pe/noticias/actualidad/indulto-fujimori-esta-ruta-marcha-paz-y-reconciliacion-n306716>

Est-ce que le dictateur Fujimori s'est mis d'accord avec le président Kuczynski pour publier des déclarations si « proches » le même jour ? En tout état de cause, il est évident que le décret prétend faire « oublier » les crimes contre l'humanité de Fujimori comme préalable à la prétendue « réconciliation nationale ». Rappelons que les termes de *dialogue* et *réconciliation* sont les mêmes qu'utilisait jadis Fujimori, et qu'ont répété *ad nauseam* les présidents Toledo, García, Humala et maintenant Kuczynski. Aujourd'hui on ne sait même pas de quelle réconciliation il est parlé : entre les bourreaux et les victimes ? Entre Fujimori et Kuczynski ? Entre les partisans du dictateur et les défenseurs de la démocratie ?

Les proches des victimes de La Cantuta et de Barrios Altos ont totalement rejetés ces termes, et **Gisela Ortiz** (la sœur de l'un des étudiants tués à La Cantuta) a déclaré que le décret du 6 janvier constituait l'apogée de l'énorme bêtise de la grâce présidentielle, mais aussi une insulte au besoin réel de réconciliation des Péruviens qui passe, obligatoirement, par le respect des sentences contre les agresseurs et le soutien des victimes (*La República* du 7 janvier 2018⁴²). Les proches des victimes de La Cantuta et de Barrios Altos, qui n'ont jamais été reçues par le président, ont demandé une audience au Pape François pour qu'il soutienne l'annulation de la grâce, et que justice soit faite (*Correo* du 10 janvier 2018). Le Pape arrivera à Lima le 18 janvier et visitera les villes de Puerto Maldonado (19 janvier) et Trujillo (20 janvier), pour clore sa visite avec une messe à Lima le 21 janvier⁴³.



Fig. 25 : Conférence de presse des proches des victimes demandant audience au Pape (*Correo*)

Rosa María Palacios⁴⁴ a rappelé dans son programme quotidien « *Sin guión* » du journal *La República*, le sens chrétien de la *réconciliation*, impliquant la pénitence et le pardon. Il s'agit de l'un des sept sacrements du catholicisme [avec le baptême, la confirmation, l'eucharistie, l'onction des malades, l'ordre sacerdotal et le mariage], une religion qui reste fortement ancrée dans la société péruvienne. La réconciliation avec Dieu implique cinq éléments : l'examen de conscience, la douleur personnelle, la volonté d'amendement, la confession des péchés et l'accomplissement de la pénitence imposée, incluant la réparation pour les méfaits. Le pardon accordé par Dieu à chaque personne ne peut pas être imposé par les hommes.

42 Voir <http://larepublica.pe/politica/1167589-familiares-de-victimas-de-fujimori-critican-que-2018-sea-ano-de-la-reconciliacion>

43 Voir le programme détaillé ici : <http://www.papafranciscoenperu.org>

44 Voir <http://larepublica.pe/politica/1168556-sin-guion-rosa-maria-palacios-hablar-sobre-la-reconciliacion>

Or, Palacios considère avec raison que le gouvernement a choisi ce terme issu du vocabulaire catholique pour l'instrumentaliser à des fins de politique politicienne. Si l'année 2018 a été désignée comme l'« Année du dialogue et de la réconciliation nationale », les discours des ministres et du président suggèrent autre chose : à la place de la « réconciliation » on propose l'oubli. Mais la « réconciliation » fait également résonance à la prochaine visite du Pape, dont on espère peut-être qu'il apaisera les tensions suscitées par la grâce présidentielle.

L'ancien président de la Commission de la vérité et la réconciliation, le Dr **Salomón Lerner**, a écrit récemment que le terme « réconciliation » est le plus controversé qui soit dans les sociétés qui ont souffert de la violence armée et des violations massives des droits humains. Fréquemment, le terme devient le signe de ralliement des acteurs armés pour établir des pactes d'impunité laissant de côté les droits des victimes. Ainsi, tout semble indiquer que les autorités péruviennes sont en train d'utiliser le terme réconciliation dans un sens immoral pour légitimer le marché passé entre le président et Alberto Fujimori. Il s'agirait donc d'une « réconciliation » entre les élites politiques. Pour empirer les choses, la Première ministre a annoncé l'attribution d'une somme d'argent ridicule aux victimes. Le 27 décembre, Aráoz a annoncé qu'elle venait de signer un décret qui ajoute 33 millions de soles [8,4 millions €] au fond des réparations individuelles et collectives « *pour fermer les blessures et réconcilier le pays.* »⁴⁵.

Or, le Dr Salomón Lerner nous rappelle que la réconciliation ne peut être comprise au Pérou que comme *une forme de restauration des liens entre les citoyens et l'État* ; c'est le seul sens politique, d'un autre côté, la réconciliation impliquant la repentance et le pardon entre les bourreaux et les victimes est une affaire strictement privée (*La República* du 5 janvier 2018⁴⁶). Il considère aussi que « *nous avons très peu avancé dans le chemin de la réconciliation qui commence avec la reconnaissance des faits et l'acceptation du passé, et qui ne peut pas être effacé par le temps.* » (*Ideele Radio*, 12 janvier 2018⁴⁷).

Un nouveau gouvernement sans aucune crédibilité politique

Un nouveau gouvernement a été formé le mardi 9 janvier, sans véritable changement. Le président s'est contenté de trouver de nouveaux fonctionnaires pour remplacer neuf ministres, toujours sous la conduite de la Première ministre Aráoz qui veut rester à sa place quoi qu'il arrive.

Dans ce contexte houleux, **le Pérou a entamé son mandat au Conseil de sécurité de l'ONU** le 2 janvier, et le 5 janvier il a été nommé à la présidence du Comité contre le terrorisme pour une période de deux ans⁴⁸. Le ministre des Relations extérieures **Ricardo Luna** a assisté à ces séances officielles [c'était un proche de Fujimori et ami de Kuczynski], mais le 9 janvier il a appris qu'il était remplacé par **Cayetana Aljovín**, ancienne vice-ministre des Communications dans le gouvernement d'Alan García et ministre de l'Énergie et des mines dans le gouvernement de Kuczynski (*Caretas* du 11 janvier 2018⁴⁹).

Seuls deux ministres ont démissionné suite à la « grâce » de Fujimori : Jorge Nieto, ministre de Défense, et Salvador del Solar, ministre de Culture. Les autres sont restés en place (Vicente Romero, Intérieur ; Enrique Mendoza, Justice ; Claudia Cooper, Économie ; Idel Vexler, Éducation ; Bruno

45 Voir : <https://gestion.pe/peru/mercedes-araoz-firma-decreto-reparacion-victimas-s-33-millones-223686>

46 Voir <http://larepublica.pe/politica/1166711-la-reconciliacion-mal-entendida>

47 Entendre ici : <https://ideeleradio.pe/lo-mas-visto/salomon-lerner-febres-hemos-avanzado-muy-poco-en-la-reconciliacion-nacional/>

48 Voir <http://larepublica.pe/politica/1165158-onu-peru-es-desde-hoy-miembro-no-permanente-del-consejo-de-seguridad>

49 Voir http://caretas.pe/politica/81496-a_paso_de_recores

Giuffra, Transports ; Carlos Bruce, Logement ; Ana María Choquehuanca, Femme ; Elsa Galarza, Écologie). Le président et sa Première ministre ils ont eu le plus grand mal à trouver des remplaçants, et ils ont dû se rabattre sur les fonctionnaires peu connus (Jorge Kisic à la Défense ; José Arista pour Agriculture ; Javier Barreda au Travail ; Angela Grossheim pour l'Énergie et les mines ; Jorge Meléndez pour l'Inclusion sociale ; Lieneke Schol pour la Production ; Abel Salinas à la Santé ; et enfin Alejandro Neyra à la Culture) (*Andina de noticias*, 10 janvier 2018).



Fig. 25 : Président Pedro Pablo Kuczynski Godard, avec ses vice-présidents Martín Vizcarra Comejo et Mercedes Aráoz Fernández, Première ministre, avant le débat au Congrès du 21 décembre 2017 (*La República*)

Réflexions finales

- De toute évidence, le Pérou traverse une grave crise politique parce que les gouvernements successifs n'ont pas été capables d'affronter l'après-guerre avec la ferme décision de punir les responsables des crimes, mais aussi avec la ferme volonté de reconstruire l'État ruiné par le régime du dictateur Alberto Fujimori, et de rapprocher, enfin, le Pérou rural abandonné et exclu du Pérou moderne et éduqué. L'État n'a pas cherché à éradiquer la corruption et le populisme fujimoriste, et la société reste clivée sans qu'aucune mesure n'ait été prise pour traiter les séquelles de la guerre.
- L'actuel gouvernement sera de courte durée, le président n'est crédité que de 20% de satisfaction, et le sort du Congrès est également très précaire. L'avenir politique du pays se trouve actuellement entre les mains de la justice péruvienne et de la justice internationale, celle de la Cour interaméricaine des droits humains de l'Organisation des États Américains. Deux faits devraient éclaircir la situation politique interne à court terme.

D'abord, les déclarations de Jorge Barata sur le scandale de méga corruption d'Odebrecht impliquant les anciens présidents Alejandro Toledo, Alan García, Ollanta Humala et le président Kuczynski, ainsi que de nombreux hommes politiques, hommes d'affaires et fonctionnaires. L'enquête Lava Jato,

et ses révélations, est d'une importance vitale pour la nation péruvienne, comme le rappelle Gustavo Gorriti (*Caretas* du 11 janvier 2018⁵⁰).

Et, d'autre part, l'audience de la Cour interaméricaine des droits humains de l'OEA qui se réunira à San José de Costa Rica le 2 février 2018 pour définir le statut légal de la « grâce présidentielle » accordée à Fujimori.

Est-ce que les juges péruviens auront le courage et l'honnêteté de défendre le droit, pour que les criminels soient punis suivant la loi nationale et la loi internationale de protection des droits humains que le Pérou a signés ? Si c'est le cas, alors le dictateur Fujimori devra retourner non pas dans sa prison dorée, mais dans une prison ordinaire jusqu'à la fin de sa vie. Ce sera la seule voie d'issue décente pour initier la reconstruction du pays, du point de vue de la légalité institutionnelle, et dans le respect des droits citoyens et des droits humains.

- En dernière analyse, on peut considérer que cette crise profonde est en train d'ouvrir, pour la première fois depuis 2000, un véritable débat sur le passé de la guerre interne, sur les violences des forces de l'ordre et sur le régime d'Alberto Fujimori, mais surtout un éveil national positif à moyen terme. Si pendant 18 ans la majorité de Péruviens se sont satisfaits de l'oubli, on voit maintenant que cela n'est plus possible.

*

Pour en savoir plus :

Villasante, 2015, *Le Grand Récit de la guerre interne au Pérou, 1980-2000. Traduction française du Hatun Willakuy*, en collaboration avec Christophe de Beauvais. Version résumée du Rapport final de la Commission pour la vérité et la réconciliation, Pérou, 2003, 477 pages, Paris, L'Harmattan, juin 2015.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&isbn=978-2-343-06066-8>

Villasante, 2016, *Violence politique au Pérou, 1980-2000. Sentier Lumineux contre l'État et la société. Essai d'anthropologie politique et historique*, 451 pages, Paris, L'Harmattan, mai.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=50610&razSqlClone=1>

Villasante, 2017a, *Chronique politique du Pérou 2016 : Un président impopulaire, un parlement d'extrême droite et une grande corruption au sein de l'État* [6 février 2017]

<http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article890>

https://www.academia.edu/31263305/Chronique_politique_Pérou_2016

Villasante, 2017b, *Pérou : Bref bilan de la première année de gouvernement du président Kuczynski et emprisonnement de l'ancien président Humala et de son épouse pour corruption* (11 Août 2017)

<http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article900>

Villasante, 2018, *El olvido y al reconciliación son imposibles sin justicia*, in *Revista Ideele* n°276, Lima 4 de enero de 2018.

<http://revistaideele.com/ideele/content/el-olvido-y-la-reconciliación-son-imposibles-sin-justicia>

50 Voir son article http://caretas.pe/las_palabras/81478-revelacion_primer_reconciliacion_despues